

Cote du document:	<u>EB 2007/90/R.19</u>
Point de l'ordre du jour:	<u>10 a)</u>
Date:	<u>4 avril 2007</u>
Distribution:	<u>Publique</u>
Original:	<u>Anglais</u>

**F**



Cœuvrer pour que les ruraux pauvres  
se libèrent de la pauvreté

## **Rapport du Président concernant des propositions de dons au titre du guichet mondial/régional à des centres internationaux bénéficiant du soutien du GCRAI**

Conseil d'administration — Quatre-vingt-dixième session  
Rome, 17-18 avril 2007

---

Pour: **Approbation**

## **Note aux Administrateurs**

Le présent document est soumis au Conseil d'administration pour approbation.

Afin que le temps imparti aux réunions du Conseil soit utilisé au mieux, les Administrateurs qui auraient des questions techniques à poser au sujet du présent document sont invités à se mettre en rapport, avant la session, avec le responsable du FIDA ci-après:

### **Shantanu Mathur**

Coordonnateur des dons

téléphone: +39 06 5459 2515

courriel: [s.mathur@ifad.org](mailto:s.mathur@ifad.org)

Les demandes concernant la transmission des documents de la présente session doivent être adressées à:

### **Deirdre McGrenra**

Fonctionnaire responsable des organes directeurs

téléphone: +39 06 5459 2374

courriel: [d.mcgrenra@ifad.org](mailto:d.mcgrenra@ifad.org)

## Table des matières

<b>Sigles et acronymes</b>	<b>ii</b>
<b>Recommandation d'approbation</b>	<b>iii</b>
<b>Première partie – Introduction</b>	<b>1</b>
<b>Deuxième partie – Recommandation</b>	<b>3</b>

### Annexes

I. Centre international de recherche agricole dans les régions sèches (ICARDA): programme de transfert de technologies visant à renforcer les moyens de subsistance en milieu rural et la gestion des ressources naturelles dans la péninsule arabique	5
II. Centre mondial d'agroforesterie (CIRAF): programme de rémunération des services environnementaux en Afrique au profit des pauvres	11
III. Institut international de recherche sur les cultures des zones tropicales semi-arides (ICRISAT): programme de mise en valeur du potentiel des légumineuses à grains: autonomisation sur le plan économique et maîtrise des savoirs pour les paysans pauvres pratiquant une agriculture pluviale en Asie	20
IV. Institut international de recherches sur le riz (IRRI): programme visant à réduire la pauvreté rurale par l'amélioration de la riziculture en Afrique orientale et australe	29

## Sigles et acronymes

ADRAO	Centre du riz pour l'Afrique
APRP	Programme régional pour la péninsule arabique
FEM	Fonds pour l'environnement mondial
GCRAI	Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale
ICARDA	Centre international de recherche agricole dans les régions sèches
ICRAF	Centre mondial d'agroforesterie
IRRI	Institut international de recherches sur le riz
ISRIC	Information mondiale sur les sols
NARES	Systèmes nationaux de recherche et de vulgarisation agricoles
NARS	Système national de recherche agricole
PRESA	Programme de rémunération des services environnementaux en Afrique au profit des pauvres
RUPES	Programme for Developing Mechanisms to Reward the Upland Poor of Asia for the Environmental Services They Provide

## **Recommandation d'approbation**

Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation relative aux propositions de dons au titre du guichet mondial/régional à des centres internationaux bénéficiant du soutien du GCRAI, telle qu'elle figure au paragraphe 11 (page 3).



## **Rapport du Président concernant une proposition de dons au titre du guichet mondial/régional à des centres internationaux bénéficiant du soutien du GCRAI**

J'ai l'honneur de présenter le rapport et la recommandation ci-après concernant quatre propositions de dons en faveur de la recherche et de la formation agricoles menées par des centres internationaux bénéficiant du soutien du Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale (GCRAI) pour un montant de 5,4 millions de USD.

### **Première partie – Introduction**

1. Dans le présent rapport, il est recommandé au FIDA d'apporter un appui aux programmes de recherche et de formation menés par les centres internationaux ci-après bénéficiant du soutien du GCRAI: le Centre international de recherche agricole dans les régions sèches (ICARDA), le Centre mondial d'agroforesterie (CIRAF), l'Institut international de recherche sur les cultures des zones tropicales semi-arides (ICRISAT) et l'Institut international de recherches sur le riz (IRRI).
2. Les documents relatifs aux dons soumis au Conseil d'administration pour approbation figurent en annexe du présent rapport
  - I. le Centre international de recherche agricole dans les régions sèches (ICARDA): programme de transfert de technologies visant à renforcer les moyens de subsistance en milieu rural et la gestion des ressources naturelles dans la péninsule arabique;
  - II. le Centre mondial d'agroforesterie (CIRAF): programme de rémunération des services environnementaux en Afrique au profit des pauvres;
  - III. l'Institut international de recherche sur les cultures des zones tropicales semi-arides (ICRISAT): programme de mise en valeur du potentiel des légumineuses à grain: autonomisation sur le plan économique et maîtrise des savoirs pour les paysans pauvres pratiquant une agriculture pluviale en Asie;
  - IV. l'Institut international de recherches sur le riz (IRRI): programme visant à réduire la pauvreté rurale par l'amélioration de la riziculture en Afrique orientale et australe.
3. Les objectifs et la teneur des programmes de recherche appliquée considérés sont conformes à l'évolution des objectifs stratégiques du FIDA, ainsi qu'aux principes et critères régissant son programme de dons.
4. Les objectifs stratégiques primordiaux, qui guident la politique du FIDA en matière de financement par des dons approuvée par le Conseil d'administration en décembre 2003, sont les suivants:
  - a) promouvoir des travaux de recherche utiles aux pauvres sur les approches novatrices et les options technologiques permettant de renforcer l'impact au niveau du terrain; et/ou
  - b) renforcer les capacités utiles aux pauvres au sein des institutions partenaires, y compris les organisations à assise communautaire et les ONG.
5. Dans le cadre de ces objectifs stratégiques, les objectifs spécifiques de l'appui fourni par le FIDA sous la forme de dons concernent: a) les groupes cibles du Fonds et les stratégies de sécurité alimentaire des ménages, en particulier dans les zones agroécologiques reculées et marginalisées; b) les technologies fondées sur les systèmes de savoirs locaux/autochtones traditionnels, adaptées aux sexes et de nature à renforcer et diversifier le potentiel productif des

systèmes agricoles pauvres en ressources en améliorant la productivité et en s'attaquant aux entraves à la production; c) l'accès aux actifs productifs (terre et eau, services financiers, main-d'œuvre et technologie) et la gestion productive et durable de ces ressources; d) des politiques propres à inciter les ruraux pauvres à accroître leur productivité et à réduire ainsi leur dépendance à l'égard des transferts, et e) l'accès aux marchés d'intrants/de produits et un cadre institutionnel au sein duquel les institutions officielles et informelles, publiques et privées, locales et nationales peuvent dispenser des services aux populations économiquement vulnérables, en fonction de leur avantage comparatif. Dans ce cadre, le FIDA a également l'intention d'élaborer des approches de réduction de la pauvreté rurale axées sur les produits de base. Enfin, l'établissement d'un réseau consolidé destiné à collecter et diffuser les savoirs aidera le Fonds à forger des liens stratégiques à long terme avec ses partenaires de développement et à multiplier les effets de ses programmes de recherche et de formation agricoles.

6. Les dons proposés dans le présent document s'inscrivent dans les objectifs stratégiques ci-après.
7. Le Programme de transfert de technologies visant à renforcer les moyens de subsistance en milieu rural et la gestion des ressources naturelles dans la péninsule arabique a pour but de promouvoir auprès des agriculteurs et éleveurs disposant de peu de ressources des paquets technologiques consacrés à deux des ressources naturelles les plus importantes dans la région (l'eau et le fourrage). En cela, il répond aux deux objectifs stratégiques de la politique du FIDA en matière de dons énoncés au paragraphe 4 ci-dessus. Ce programme viendra à l'appui d'initiatives de diffusion de technologies et de pratiques testées et vérifiées qui soient financièrement viables et écologiquement acceptables pour les ménages ruraux pauvres et qui produisent un impact positif sur le revenu de ces derniers, renforcent leur sécurité alimentaire, et répondent ainsi aux objectifs spécifiques b), c) et e) de l'aide fournie par le FIDA sous forme de dons énoncés au paragraphe 5 ci-dessus. Il permettra également de renforcer les capacités des systèmes de recherche et de vulgarisation nationaux dont il s'efforcera de réorienter les objectifs afin qu'une plus grande attention soit accordée aux besoins technologiques des agriculteurs et des éleveurs pauvres et d'améliorer la production, la gestion et la mise en réseau des savoirs parmi les scientifiques nationaux en s'appuyant sur l'expérience acquise et les enseignements tirés.
8. Le Programme de rémunération des services environnementaux en Afrique au profit des pauvres (PRESA) vise à promouvoir auprès des agriculteurs et habitants de la forêt disposant de peu de ressources des paquets technologiques consacrés à deux des ressources naturelles les plus importantes de la région (la terre et l'eau). En cela, il répond aux deux objectifs stratégiques de la politique du FIDA en matière de dons présentés au paragraphe 4 ci-dessus. Le PRESA viendra appuyer des initiatives en faveur de la diffusion de technologies et pratiques testées et vérifiées qui soient à la fois financièrement viables et écologiquement acceptables pour les ménages ruraux pauvres. Ce transfert de technologie aura un impact positif sur les revenus de ces derniers et permettra de consolider leur sécurité alimentaire. Le programme également permettra de renforcer les capacités du secteur privé et des systèmes nationaux de recherche/vulgarisation dont il s'efforcera de réorienter les objectifs, afin qu'une plus grande attention soit accordée aux besoins des agriculteurs pauvres. En outre, il permettra d'améliorer la gestion et la mise en réseau des savoirs parmi les experts internationaux et nationaux en s'appuyant sur l'expérience acquise et les enseignements tirés. Il fera siens les objectifs c) et d) de la politique du FIDA en matière de don énoncés au paragraphe 5.
9. Le Programme de mise en valeur du potentiel des légumineuses à grain: autonomisation sur le plan économique et maîtrise des savoirs pour les paysans pauvres pratiquant une agriculture pluviale en Asie vise à renforcer les communautés locales et leur capacité à collaborer avec les chercheurs et les agents



de vulgarisation à la mise au point de systèmes de production de légumineuses plus rentables et de meilleure qualité. Ce programme répondra aux objectifs spécifiques b) c) et d) présentés au paragraphe 5 ci-dessus.

10. Le Programme visant à réduire la pauvreté rurale par l'amélioration de la riziculture en Afrique orientale et australe répond aux deux objectifs stratégiques de la politique du FIDA en matière de dons présentés au paragraphe 4 ci-dessus. Les capacités des institutions œuvrant en faveur des pauvres (comme par exemple les services de planification, de recherche et de vulgarisation) seront renforcées de façon à leur permettre de mieux planifier, mettre en œuvre et assurer le suivi des interventions dans le domaine du développement. Le programme encouragera la recherche en faveur des pauvres, les activités dans ce domaine étant, lorsqu'il convient, centrées sur les exploitations et menées avec la participation des agriculteurs. Les priorités en la matière seront de façon générale déterminées en fonction de la demande et prendront en considération les objectifs et aspirations de la population rurale – et en particulier des pauvres et des femmes. De cette manière, le programme répondra aux objectifs a), b) d), et e), énoncés au paragraphe 5 ci-dessus.

## Deuxième partie – Recommandation

11. Je recommande que le Conseil d'administration approuve les dons proposés en adoptant les résolutions suivantes:

DÉCIDE: que, dans le but de financer en partie le Programme de transfert de technologies visant à renforcer les moyens de subsistance en milieu rural et la gestion des ressources naturelles dans la péninsule arabique, le Fonds accordera un don ne dépassant pas un million cinq cent mille dollars des États-Unis (1 500 000 USD) au Centre international de recherche agricole dans les régions sèches (ICARDA) à l'appui d'un programme de cinq ans. Ce don sera régi par toutes autres modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

DÉCIDE EN OUTRE: que, dans le but de financer en partie le Programme de rémunération des services environnementaux en Afrique au profit des pauvres, le Fonds accordera un don ne dépassant pas un million de dollars des États-Unis (1 000 000 USD) au Centre mondial d'agroforesterie (CIRAF) à l'appui d'un programme de quatre ans. Ce don sera régi par toutes autres modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

DÉCIDE EN OUTRE: que, dans le but de financer en partie le Programme de mise en valeur du potentiel des légumineuses à grain: autonomisation sur le plan économique et maîtrise des savoirs pour les paysans pauvres pratiquant une agriculture pluviale en Asie, le Fonds accordera un don ne dépassant pas un million quatre cent mille dollars des États-Unis (1 400 000 USD) à l'Institut international de recherche sur les cultures des zones tropicales semi-arides (ICRISAT) à l'appui d'un programme de quatre ans. Ce don sera régi par toutes autres modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

DÉCIDE EN OUTRE: que, dans le but de financer en partie le Programme visant à réduire la pauvreté rurale par l'amélioration de la riziculture en Afrique orientale et australe, le Fonds accordera un don ne dépassant pas un million cinq cent mille dollars des États-Unis (1 500 000 USD) à Institut international de recherches sur le riz (IRRI) à l'appui d'un programme de trois ans. Ce don sera régi par toutes autres modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

Le Président  
Lennart Båge

# **Centre international de recherche agricole dans les régions sèches (ICARDA): programme de transfert de technologies visant à renforcer les moyens de subsistance en milieu rural et la gestion des ressources naturelles dans la péninsule arabique**

## **I. Contexte**

1. Les pays de la péninsule arabique diffèrent beaucoup les uns des autres quant aux revenus, au niveau de vie et à la performance économique, mais également quant à la contribution de l'agriculture à l'économie, aux moyens de subsistance en milieu rural et à l'emploi. Toutefois, tous sont confrontés au même problème de pénurie de ressources naturelles et, notamment, aux difficultés liées à la fragilité de la base foncière et à la faiblesse des ressources en eau. L'eau constitue la contrainte la plus pesante. La péninsule arabique est en effet l'une des régions habitées la plus aride au monde; elle se caractérise par une pluviométrie réduite et variable et de faibles ressources en eaux de surface. Les ressources hydriques renouvelables effectives de cette région sont estimées à 138 m<sup>3</sup> par habitant contre 1 383 m<sup>3</sup> par habitant pour l'ensemble de la région Proche-Orient et Afrique du nord (POAN). Dans la péninsule arabique, 90% de l'eau est utilisée à des fins agricoles.
2. Les terres agricoles sont également peu nombreuses. Plus de 95% de la superficie totale de la péninsule arabique souffre sous une forme ou une autre de la désertification, et plus de 80% des terres sont maintenant considérées comme dégradées suite à l'érosion par le vent, au développement de l'urbanisation et à l'absence de programmes efficaces encourageant une utilisation durable des ressources collectives.
3. La population de cette sous-région est estimée à 56 millions d'habitants, dont la moitié vit en Oman et au Yémen. En Oman, près d'un tiers des habitants vit de l'agriculture, alors qu'au Yémen, l'un des pays les plus pauvres au monde où près de 75% de la population vit en milieu rural, ce secteur occupe la moitié de la population active. Dans les deux pays, la production agricole totale par habitant a enregistré une baisse régulière sur les cinq dernières années.
4. La région est confrontée à des difficultés majeures quant à la mise en place d'un mode d'exploitation de l'eau et des terres plus durable et la préservation de son environnement et de son patrimoine. Les principaux problèmes que soulèvent l'amélioration de la rentabilité de l'exploitation de l'eau et la lutte contre la dégradation des terres ont directement trait à la sécurité alimentaire, au développement rural et à la réduction de la pauvreté. Les efforts déployés pour surmonter ces difficultés sont freinés par la faiblesse des investissements dans la recherche agricole et le développement des technologies, l'application limitée de techniques économes en eau et le peu d'attention accordée à l'amélioration de la gestion des pâturages.

## **II. Justification et pertinence pour le FIDA**

5. L'ICARDA et le FIDA sont des partenaires stratégiques dans l'élaboration de technologies au service des pauvres dans la région POAN. Leur partenariat dans les deux programmes régionaux pour la péninsule arabique (APRP) antérieurs – le Programme de renforcement de la recherche agricole et de mise en valeur des ressources humaines dans la péninsule arabique (APRP I) et le Programme de gestion durable des ressources naturelles et d'amélioration des principaux systèmes de production dans la péninsule arabique (APRP II) prévoyait notamment une étroite collaboration avec les systèmes nationaux de recherche agricole (NARS) pour la conception et l'évaluation de techniques d'exploitation des pâturages et de l'eau au

service des pauvres. Ces programmes ont donné lieu à la mise au point d'un certain nombre de paquets technologiques sur la gestion de l'eau et la dégradation des terres sur les exploitations; ils visent à améliorer les revenus et les moyens de subsistance des agriculteurs et éleveurs pauvres, tout en protégeant les ressources naturelles dont ils dépendent. Ces paquets technologiques ont été testés dans un nombre restreint d'exploitations au Koweït, en Oman, et aux Émirats arabes unis et au Yémen dans le cadre des programmes APRP et en collaboration avec les NARS.

6. L'appui que le FIDA a apporté par le passé aux APRP a permis d'obtenir d'importants cofinancements de la part du Fonds arabe pour le développement économique et social (FADES) et du Fonds de l'OPEP pour le développement international économique. Ces donateurs ont fait suffisamment confiance au jugement et à l'expertise technique du FIDA en matière de conception et d'évaluation de projets et de supervision de leur exécution pour investir leurs ressources propres dans ces initiatives. Ainsi, le soutien du FIDA au programme proposé devrait-il permettre de mobiliser auprès de ces donateurs des ressources supplémentaires importantes qui seront consacrées à la cause du renforcement des capacités et du transfert de technologies au service des pauvres de la région.

### III. Le programme proposé

7. L'objectif global du programme est d'améliorer les moyens de subsistance des agriculteurs et des éleveurs pauvres dans la péninsule arabique, grâce à l'adoption de techniques de production et de gestion durables des ressources naturelles. Les objectifs immédiats seront les suivants: i) tester, évaluer et diffuser des paquets technologiques améliorés, permettant d'accroître la production et la productivité agricole et animale, d'accroître l'efficacité de l'utilisation de l'eau et de conserver les ressources en pâturages; et ii) de renforcer la capacité des programmes nationaux de recherche et de vulgarisation en vue d'encourager l'adoption de techniques ciblées et d'améliorer la communication entre les diverses parties prenantes.
8. Le programme, qui se déroulera sur cinq ans, comportera quatre composantes principales:
  - **Promotion et adoption de paquets technologiques.** Le programme diffusera six paquets technologiques spécifiques portant respectivement sur: i) la mise en place de systèmes intégrés de production de variétés de fourrage locales présentant une efficacité élevée sur le plan de l'utilisation de l'eau; ii) la mise en place de systèmes intégrés de production de cactus inermes; iii) la mise en place de systèmes de production de semences des variétés de fourrage locales; iv) l'élaboration de techniques participatives de réhabilitation des pâturages, de méthodes de réensemencement et de récupération de l'eau; v) la mise en place de systèmes intégrés de gestion de la production et de lutte contre les parasites permettant d'obtenir des cultures de rapport de haute qualité avec moins de produits chimiques dangereux et de résidus de pesticides; et vi) l'encouragement de techniques très efficaces sur le plan de l'utilisation de l'eau pour la production de cultures de rapport de haute qualité. Ces paquets technologiques ont été testés dans un nombre limité d'exploitations au Koweït, en Oman et au Yémen, et les résultats prometteurs ont incité les NARS et les responsables de la politique agricole des pays de la péninsule arabique à préconiser la poursuite de ces efforts conjoints en vue du transfert de ces technologies à un nombre d'utilisateurs finaux plus important. Les technologies mises au point ont également été évaluées et elles ont fait la preuve de leur viabilité sur le plan de la rentabilité économique et de la durabilité dans les conditions d'exploitation agricole locales.
  - **Recherche adaptative axée sur la résolution des problèmes et évaluation d'impact.** La diffusion et la mise en œuvre à grande échelle des six paquets technologiques spécifiques dans les pâturages d'État et les

exploitations agricoles soulèvera des problèmes opérationnels dont la solution nécessitera le recours à une recherche participative chez les agriculteurs et, dans une moindre mesure, dans les centres de recherche agricole. L'objectif de cette composante du programme est de renforcer les capacités des systèmes nationaux de recherche et de vulgarisation agricoles (NARES) à poursuivre une recherche adaptative axée sur la résolution des problèmes et à mener des enquêtes d'évaluation d'impact, en vue de proposer des solutions opérationnelles et des orientations pour le processus de mise en œuvre d'une gestion soucieuse des résultats et de l'impact.

- **Renforcement des capacités et des institutions.** Les objectifs spécifiques sont de renforcer les capacités nationales sur les plans institutionnels et des ressources humaines et de favoriser le transfert de technologies.
  - **Gestion et coordination du programme.** La gestion et la coordination du programme sera confiée à l'ICARDA qui assurera notamment la gestion financière et la transmission des rapports aux donateurs, en se conformant aux plans de travail et budgets annuels approuvés par le comité régional de pilotage du programme. Le coordonnateur régional de l'ICARDA à Dubaï sera chargé de l'ensemble des questions de logistique et d'organisation administrative, ainsi que de la liaison avec les programmes nationaux.
9. Les principaux bénéficiaires de ce programme seront les ruraux pauvres de l'Oman et du Yémen, qui dans leur majorité dépendent de l'utilisation de parcours dégradés maintenant du fait de la pression énorme dont ils ont fait l'objet.

#### IV. Résultats et avantages escomptés

10. Les résultats et bénéfices escomptés sont les suivants:
- des systèmes intégrés de production de fourrage présentant une efficacité démontrée et testée en matière d'utilisation de l'eau et pouvant être diffusés plus largement;
  - des systèmes de production de semences de plantes fourragères en quantités suffisantes pour permettre l'adoption de ces plantes par les utilisateurs finaux pour de la remise en état des terres de parcours;
  - des techniques et stratégies de remise en état des parcours faisant appel à la récupération de l'eau, au réensemencement et à une gestion des pâturages testée en collaboration avec les utilisateurs finaux;
  - des systèmes intégrés de production de cultures et de produits de haute valeur testés et présentés aux utilisateurs finaux;
  - un renforcement des capacités des systèmes nationaux de recherche et de vulgarisation en vue de mener des recherches adaptatives et participatives; et
  - la mise en place de systèmes sous-régionaux de diffusion et de mise en réseau des savoirs.

#### V. Modalités d'exécution

11. L'ICARDA sera chargé de la gestion globale du programme et de la rédaction des rapports techniques et financiers au FIDA; elle assurera également la coordination des activités du programme grâce au coordonnateur de l'APRP attaché au bureau régional de l'ICARDA de Dubaï. Un comité de pilotage – composé des coordonnateurs nationaux, de représentants des donateurs et de l'ICARDA et du coordonnateur de l'APRP sera créé et chargé de la supervision du programme et de l'examen et de l'approbation des plans de travail et budgets annuels.
12. **Participation des NARES à une recherche adaptative/vulgarisation effective.** Les coordonnateurs nationaux seront responsables de l'exécution du programme dans leur pays respectif. Les activités concrètes de transfert de

technologies et de recherche adaptative sur le terrain seront menées dans les sept pays participants par les NARES – Bahreïn, Koweït, Oman, Qatar, Émirats arabes unis, Yémen et Arabie saoudite –, conformément aux plans de travail approuvés et en collaboration avec des scientifiques des universités nationales et de l'ICARDA. Des équipes nationales pluridisciplinaires possédant de solides compétences en matière d'approches participatives communautaires s'efforceront de donner effectivement aux ruraux pauvres les moyens de recenser les difficultés et possibilités des communautés et d'identifier les priorités des plans d'action et de la recherche adaptative.

13. En vue d'accroître et renforcer les capacités des homologues et des personnels locaux et d'assurer le succès du transfert de technologies, l'ICARDA organisera un programme de développement des capacités des ressources humaines comprenant des cours, des ateliers, des conférences et des stages de formation pratique "sur le tas", tant sur les aspects techniques que sur les approches participatives du transfert de la technologie. Seront également élaborés des manuels et guides pratiques de travail sur le terrain. Des stages de formation spécialisée destinés aux futurs formateurs locaux ("formation des formateurs") seront organisés à l'intention des chercheurs, des agents de vulgarisation et des responsables d'agriculteurs participant à ce programme. Des stages pratiques pour les agriculteurs seront organisés (éventuellement en collaboration avec les projets de développement en cours) en vue d'assurer la formation desdits agriculteurs et la diffusion de techniques et pratiques améliorées. La coopération entre les pays et la synthèse des résultats seront facilitées par les réseaux régionaux déjà mis en place par les APRP, par des échanges de visite et par des ateliers.
14. **Participation des groupes cibles à l'établissement du calendrier de recherche adaptative et aux essais dans les exploitations.** Une approche participative sera adoptée pour l'ensemble du programme, afin de s'assurer d'une participation active des agriculteurs, des agents de vulgarisation et des chercheurs à la recherche adaptative, aux essais dans les exploitations et au transfert de technologies. Outre les réunions annuelles de coordination technique, cette démarche comprendra notamment l'organisation d'ateliers participatifs avec les communautés rurales, de stages pratiques pour les agriculteurs et d'essais et de démonstrations sur les exploitations et sur les parcours gérés par les communautés.

## **VI. Coût et financement indicatifs du programme**

15. Ce programme constitue une stratégie à moyen terme de recherche adaptative et de transfert de technologies. Son coût total pour l'ensemble de la période considérée est estimé à environ 5,4 millions de USD. Le FIDA fournira un don de 1,5 million de USD, le reste du financement étant assuré par des cofinanceurs parmi lesquels le FADES, le Fonds de l'OPEP pour le développement international, l'ICARDA et les NARS des pays de la péninsule arabique. La ventilation des coûts est présentée dans le tableau ci-après.

**Résumé du budget et du plan de financement**

(en dollars des États-Unis)

<i>Rubrique</i>	<i>Don du FIDA</i>	<i>Autres institutions de cofinancement</i>	<i>Total</i>
<b>Personnel</b>			
Spécialiste de l'irrigation	154 000	396 000	550 000
Spécialiste des parcours	154 000	396 000	550 000
Spécialiste de l'agriculture protégée	154 000	396 000	550 000
<b>Sous-total</b>	<b>462 000</b>	<b>1 188 000</b>	<b>1 650 000</b>
<b>NARES</b>			
Consultant à court terme	14 000	36 000	50 000
Équipement et matériels de recherche	325 080	835 920	1 161 000
Ateliers de formation et conférences	215 600	554 400	770 000
Technologies de l'information et publications	33 880	87 120	121 000
Fiche de conseils techniques	14 000	36 000	50 000
Réunions des comités technique et de pilotage	63 000	162 000	225 000
<b>Sous-total</b>	<b>665 560</b>	<b>1 711 440</b>	<b>2 377 000</b>
<b>Assistance technique de l'ICARDA</b>			
Personnel d'appui administratif	85 680	220 320	306 000
Fournitures de bureau et frais de fonctionnement	21 000	54 000	75 000
Déplacements locaux et internationaux	21 000	54 000	75 000
Maintenance et assurance	14 000	36 000	50 000
Communications	21 000	54 000	75 000
Véhicules (deux)	16 800	43 200	60 000
Ordinateurs et équipements de bureau	7 000	18 000	25 000
<b>Sous-total</b>	<b>186 480</b>	<b>479 520</b>	<b>666 000</b>
Coûts indirects de l'ICARDA	185 960	506 844	692 804
<b>Total</b>	<b>1 500 000</b>	<b>3 885 804</b>	<b>5 385 804</b>

## Logical Framework

# Logical Framework – Technology Transfer to Enhance Rural Livelihoods and National Resource Management in the Arabian Peninsula

<i>Narrative Summary</i>	<i>Objectively Verifiable Indicators</i>	<i>Means of Verification</i>	<i>Assumptions and Risks</i>
<b>Goal</b>			
Improved livelihoods of poor farmers and pastoralists in the Arabian Peninsula through the adoption of sustainable production and natural resource management technologies	<ul style="list-style-type: none"> <li>Increased agricultural production</li> <li>Improved rural incomes</li> <li>Reduced water use in agriculture</li> <li>Expanded area of productive rangelands</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>National and international agricultural production and income statistics</li> <li>Development programme reports</li> </ul>	Enabling national development strategies and policy environment
<b>Purpose</b>			
Improved technology packages that increase crop and livestock production and productivity, increase water use efficiency and conserve rangeland resources tested, evaluated and disseminated	<ul style="list-style-type: none"> <li>Recommended technologies adopted by participating pilot farmers and end-users</li> <li>Strategies for wider dissemination of technologies included in national research and extension plans</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Programme completion report</li> <li>Supervision reviews</li> <li>Impact assessments</li> <li>National programme plans</li> </ul>	Continued national commitment to the programme
Enhanced capacity of national research and extension programmes to promote the adoption of the targeted technologies and communication among various stakeholders	<ul style="list-style-type: none"> <li>Participatory and adaptive research approaches and further technical research on recommended options included in national research and extension plans.</li> <li>National scientists are actively sharing information and using information services</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Mid-term review (MTR) and programme completion report</li> <li>Programme monitoring and progress reports</li> <li>National programme plans</li> </ul>	Continued national commitment to the programme
<b>Outputs</b>			
Improved technology packages for increased crop and livestock production and productivity and natural resource conservation developed and disseminated	<ul style="list-style-type: none"> <li>National seed testing and seed health system and quarantine regulations established and/or strengthened</li> <li>Use of pesticide and residue of hazardous chemicals reduced</li> <li>Participatory and adaptive research approaches included in national research and extension plans</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>MTR and programme completion report</li> <li>Programme monitoring and progress reports</li> <li>Benchmark study and socio-economic surveys</li> <li>Impact assessments</li> </ul>	
Targeted programmes to address farmers' needs and location-specific problems through adaptive research	<ul style="list-style-type: none"> <li>Scientific papers and other information published by national scientists.</li> <li>National scientists are actively sharing information and using information services</li> </ul>		
Enhanced national capacities in research and technology transfer and communication among stakeholders			
<b>Activities</b>			
Establish integrated production system for indigenous forage species			
Establish integrated production system for spineless cactus			
Establish seed production systems for indigenous forages			
Experiment with rangeland rehabilitation			
Establish IPPM systems for high quality cash crops			
Experiment with soil-less culture			
Enhanced capacity of national research and extension systems			
Establish knowledge dissemination and networking system			



## **Centre mondial d'agroforesterie (CIRAF): programme de rémunération des services environnementaux en Afrique au profit des pauvres**

### **I. Contexte**

1. En Afrique, comme ailleurs, la conversion et la dégradation des écosystèmes ont des effets directs sur les moyens de subsistance, la santé et le bien-être des ruraux pauvres. La dégradation réduit aussi les services environnementaux appréciés par les résidents locaux et par les personnes vivant plus loin. Une restauration et une meilleure gestion des écosystèmes pourraient remettre en état la base de ressources des communautés pauvres et améliorer les services environnementaux offerts aux utilisateurs extérieurs.
2. La rémunération ou la rétribution<sup>1</sup> des services environnementaux constitue une façon originale d'établir un lien entre la bonne gestion d'un écosystème et les intérêts des bénéficiaires du service de l'écosystème. Les mécanismes de rétribution des services environnementaux représentent un type nouveau, et largement reconnu, de contrat volontaire, conditionnel et négocié entre les régisseurs de l'écosystème et les bénéficiaires du service de l'écosystème. Toutefois, sur la base de l'expérience acquise dans le cadre du programme, financé par un don, de mise au point de mécanismes destinés à rémunérer, pour leurs services environnementaux, les paysans pauvres pratiquant une agriculture pluviale en Asie (Reward the Upland Poor of Asia for Environmental Services RUPES), le FIDA préfère utiliser l'expression rémunération des services environnementaux. Les mécanismes de rémunération des services environnementaux recouvrent un éventail de conditions et d'incitations volontaires, et notamment l'information, la commercialisation, les services publics et les droits de propriété.
3. Ces rémunérations offrent aux paysans pauvres d'importantes incitations à la restauration des sols dégradés, à l'évolution vers une agriculture durable, et à l'adoption de meilleures pratiques de gestion des sols. L'Afrique a accumulé une certaine expérience de mécanismes du même type, concernant en particulier l'écotourisme à base communautaire. Il subsiste encore, malgré ces expériences, quelques préoccupations: i) absence de mécanismes de rémunération bien conçus et pilotés; ii) faible participation du secteur privé; iii) manque de clarté dans l'action des pouvoirs publics et les dispositions institutionnelles; iv) défaut d'une masse critique de compétences; v) connaissance restreinte d'outils et de méthodes éprouvés pour la préévaluation, la conception et l'exécution de programmes de rémunération; et vi) coûts de transaction élevés. Il existe également le risque de voir les marchés associés à l'écosystème exercer un effet négatif sur les moyens de subsistance des communautés rurales pauvres. Il convient, pour contrer ce risque, de s'efforcer de garantir que ces mécanismes fonctionnent au profit des pauvres. Le programme s'attaquera à ces contraintes et préoccupations.

### **II. Justification et pertinence pour le FIDA**

4. L'approche proposée pour le Programme de rémunération des services environnementaux en Afrique au profit des pauvres (PRESA) s'inscrit dans l'esprit du Cadre stratégique du FIDA (2007-2010) et des stratégies régionales pour l'Afrique. Le programme cherchera à autonomiser les communautés pauvres et à constituer une coalition de parties prenantes qui se concentreront sur les moyens d'exploiter plus pleinement les synergies entre la protection de l'environnement et les activités de réduction de la pauvreté.

---

<sup>1</sup> La rétribution des services environnementaux a été définie comme une "transaction volontaire dans laquelle un service environnemental bien défini est acheté par un acquéreur (au moins) auprès d'un vendeur (au moins), si et seulement si le prestataire du service environnemental assure la prestation du service environnemental.

5. Un partenariat stratégique a été établi entre le CIRAF et le FIDA en vue de la mise au point de techniques profitables aux pauvres en Asie et en Afrique. Les deux organisations apportent ensemble au PRESA une ressource clé, celle de l'expérience conjointe acquise dans le cadre d'un programme similaire financé par le FIDA, le programme RUPES, qui a obtenu des résultats substantiels sur le terrain, et produit de nouveaux outils et de nouvelles approches permettant de réduire les coûts de transaction liés à la préparation des accords de services environnementaux. Des petits dons accordés à l'Information mondiale sur les sols (ISRIC) et à l'organisation Forest Trends sont parmi les initiatives récentes de rétribution des services environnementaux appuyées par le FIDA en Afrique. Dans le bassin du fleuve Tana, au Kenya, un projet financé au titre de l'Initiative pour intégrer l'innovation est dans ses premières phases d'exécution. Le PRESA viendra compléter ces diverses initiatives, et y ajouter de la valeur.
6. Le programme fera fond sur les résultats du RUPES et créera des synergies avec d'autres efforts que déploie le FIDA en Afrique pour: i) autonomiser et favoriser un accès équitable aux ressources naturelles; ii) faciliter la négociation et l'utilisation coordonnée des ressources naturelles entre les régisseurs de l'écosystème et les bénéficiaires; et iii) encourager le changement social et celui des politiques afin de réduire la pauvreté.

### III. Le programme proposé

7. Le programme prévoit la conduite de travaux à trois niveaux: i) engagement au niveau du paysage dans des paysages majeurs et des paysages associés<sup>2</sup> dans les quatre pays participants (Guinée, Kenya, Ouganda, République-Unie de Tanzanie); ii) association avec les secteurs privé et public au niveau national; et iii) constitution et encouragement d'une communauté de pratiques au niveau régional. Des méthodes standard seront appliquées dans les paysages majeurs, et les mêmes méthodes seront mises à la disposition des paysages associés.
8. Les paysages majeurs choisis sont les suivants:
  - le versant oriental du Mont Kenya et le haut bassin du fleuve Tana dans le centre du Kenya;
  - les Monts Nguru et Uluguru, dans l'Arc oriental de la République-Unie de Tanzanie;
  - le haut bassin versant constitué par le plateau du Fouta Djallon en Guinée.
9. Les paysages associés sont les suivants:
  - la région ouest des monts Usambara en République-Unie de Tanzanie;
  - le haut bassin versant des monts Aberdare, dans le centre du Kenya, source d'approvisionnement en eau la ville de Nairobi;
  - les bassins des rivières Nyando et Yala dans l'ouest du Kenya; et
  - les hauts plateaux de l'ouest de l'Ouganda.
10. Le PRESA sera appuyé par les activités de recherche et développement des partenaires clés, des réseaux nationaux et régionaux, et des projets comprenant des mécanismes de rémunération des services environnementaux. Les scientifiques participant au RUPES contribueront au développement des capacités du PRESA, en adaptant et diffusant, le cas échéant, les publications et les méthodes du RUPES. Au niveau des paysages, le CIRAF s'appuiera sur de solides relations avec les collaborateurs, parmi lesquels les organismes gouvernementaux et les projets actifs dans la zone. C'est ainsi que le CIRAF et l'ISRIC se sont engagés à élaborer une approche commune avec des partenaires kenyans, qui comprendra des réunions

<sup>2</sup> L'agence des États-Unis pour la protection de l'environnement définit un paysage comme l'ensemble des caractéristiques, fonctions et structures d'une zone géographique donnée.

conjointes de planification et d'examen. En outre, les deux équipes de projet ont recensé les domaines de complémentarité ci-après:

- le PRESA se concentrera sur une partie du haut bassin du fleuve Tana, où l'exploitation des forêts et l'agroforesterie constituent les modes dominants d'utilisation des terres, tandis que le programme pilote de l'ISRIC, crédits pour l'eau verte<sup>3</sup>, financé par un don du FIDA, mettra l'accent sur les zones de pacage et d'agriculture extensive dans l'ensemble du bassin;
  - le programme de crédits pour l'eau verte conduira, au niveau des bassins, des analyses hydrologiques utiles au PRESA;
  - le programme de crédits pour l'eau verte et le PRESA mettront en commun leurs compétences en matière d'analyse des attitudes et des comportements des paysans;
  - le PRESA proposera des approches de négociation et des possibilités d'utilisation des sols qui pourront être utilisées par le programme de crédits pour l'eau verte; et
  - le PRESA facilitera un dialogue approfondi avec des investisseurs privés.
11. **Groupe cible.** Le programme se concentrera sur les paysans et les populations indigènes forestières pauvres, et spécialement les femmes, vivant dans les paysages retenus par le PRESA. Les sociétés privées et parapubliques, les compagnies forestières et les utilisateurs d'autres produits forestiers bénéficieront aussi, de manière indirecte, de ce don.
12. **But.** Le programme vise à améliorer les moyens de subsistance des petits exploitants vivant dans les hautes terres de l'Afrique orientale et occidentale par le biais d'accords justes et efficaces de services de l'écosystème.
13. **Objectifs.** Le programme poursuivra les objectifs suivants: i) encourager l'élaboration, l'exécution et l'évaluation d'accords de services environnementaux dans trois paysages majeurs et quatre paysages associés dans les hautes terres de l'Afrique orientale et occidentale; ii) catalyser l'appui des pouvoirs publics et la participation du secteur privé aux accords de services environnementaux en Guinée, au Kenya, en Ouganda et en République-Unie de Tanzanie; et iii) apporter un appui proactif à la diffusion et à l'application d'outils de préévaluation, de méthodes de négociation, de mécanismes prototypes de rémunération et d'outils de suivi au sein d'une communauté de pratiques réunie autour du PRESA et comprenant d'autres projets du FIDA, les réseaux régionaux et nationaux du Groupe Katoomba<sup>4</sup>, des ONG et des organisations nationales.
14. Le programme prévoit la conduite des activités clés ci-après:
- Établir un inventaire des informations de référence, des méthodes de conception et de suivi, et des innovations institutionnelles dans tous les paysages.
  - Constituer, sur la base du RUPES et d'autres projets de rétribution des services environnementaux, un ensemble d'outils de préévaluation, d'appui à la négociation et de prototypes de rétribution.
  - Conduire, à l'intention des équipes de projet dans tous les paysages retenus pour le PRESA, une formation à l'utilisation de l'ensemble

<sup>3</sup> Le mécanisme des crédits pour l'eau verte est utilisé pour rétribuer en espèces les populations rurales en échange d'activités de gestion de l'eau qui ne sont, à l'heure actuelle, ni reconnues, ni rémunérées: il constitue un investissement, au profit des pauvres, dans les hommes et dans l'environnement.

<sup>4</sup> "Groupe international d'experts qui vise à promouvoir la préservation et le développement des conditions de vie des communautés par les marchés de services environnementaux" (<http://www.katoombagroup.org>).

d'outils de préévaluation, d'appui à la négociation et de prototypes de rétribution.

- Aider les partenaires à adopter les outils de préévaluation et de négociation du PRESA afin de combler les lacunes dans les savoirs et d'encadrer le dialogue entre les parties prenantes.
  - Élaborer et affiner un outil d'aide à la décision afin de cibler les techniques et les possibilités prometteuses d'utilisation des sols dans différentes conditions écologiques et de marché.
  - Déterminer et suivre les réactions des participants aux prototypes de contrats de services environnementaux.
  - Assurer la participation des services d'utilité publique, des sociétés privées et des groupes industriels ayant des intérêts dans les services de l'écosystème et avec les organismes publics concernés par les services environnementaux dans les paysages cibles.
  - Recenser et concrétiser les changements institutionnels ou réglementaires nécessaires pour appuyer la mise en œuvre de mécanismes applicables de rémunération.
  - Suivre et évaluer les processus d'établissement et de mise en œuvre d'un mécanisme pratique de rémunération des services environnementaux dans les paysages retenus dans le PRESA où des accords sont en place.
  - Étudier les entreprises privées et parapubliques afin de déterminer les facteurs motivant ou limitant leur participation à des contrats de services de l'écosystème.
  - Travailler avec des groupes choisis du secteur privé pour évaluer les éléments plaidant en faveur de la rémunération des services environnementaux.
  - Diffuser des fiches de conseils techniques choisies, adaptées du programme RUPES et élaborées par le PRESA.
  - Élaborer des manuels de terrain et des manuels de formation sur des thèmes clés.
  - Créer et actualiser régulièrement un site web consacré au PRESA.
  - Organiser au moins un atelier national et un atelier de fin de projet parallèlement aux réunions annuelles du Groupe Katoomba-Afrique.
15. Les activités du PRESA auront un impact direct sur les paysages choisis pour le programme, et seront à l'origine de savoirs et d'outils utiles aux chercheurs et aux intermédiaires. Ces nouveaux savoirs modifieront les comportements au sein des groupes concernés, jetant ainsi les bases d'un nombre accru de nouveaux accords de services environnementaux, plus efficaces et plus équitables. Les accords induiront des changements des comportements dans les zones couvertes par les accords, ce qui conduira à une réduction de la pauvreté, une amélioration des ressources locales et des améliorations dans les services de l'écosystème mis à la disposition des populations externes. Le programme apportera un appui aux:
- i) nouvelles techniques de préévaluation et de négociation des contrats de services environnementaux;
  - ii) approches de ciblage favorables aux pauvres;
  - iii) mécanismes prototypes de rémunération; et
  - iv) aux méthodes de suivi et évaluation (S&E).
16. Le PRESA bénéficiera aux prestataires de services environnementaux et aux bénéficiaires externes grâce à l'amélioration de la prestation des services environnementaux. On citera, parmi les résultats positifs, de nouvelles sources

régulières de revenus, une diversification de ces revenus, l'adoption de systèmes d'exploitation agricole plus durables, et la protection/restauration de biens et de services de l'écosystème appréciés au plan local (par exemple eau, combustible, médicaments, gibier sauvage, amélioration de la qualité de l'air). Les femmes constituent un groupe cible devant bénéficier spécialement du projet. Les sociétés privées et parapubliques, les compagnies forestières et les utilisateurs d'autres produits forestiers seront également ciblés. Les interactions avec les décideurs, à différents niveaux, renforceront la crédibilité de l'ensemble du processus et favoriseront l'autonomisation, la réforme des politiques, le renforcement des capacités, ainsi que la durabilité du programme et sa reproduction.

#### **IV. Résultats et avantages escomptés**

17. Les résultats et bénéfices escomptés sont les suivants:

- établissement de rapports de référence pour tous les paysages, majeurs et associés;
- dans tous les paysages, apport aux équipes de programme d'une familiarisation et d'un appui concernant l'application d'un ensemble d'outils de préévaluation, d'appui à la négociation et d'évaluation;
- mise au point d'un outil de ciblage de la technologie;
- élaboration et mise à l'épreuve de mécanismes prototypes de rémunération appliqués à au moins 100 paysans dans chacun des paysages majeurs;
- mise en œuvre opérationnelle de mécanismes pratiques de rémunération dans au moins quatre des paysages couverts par le projet;
- suivi, évaluation et détermination de l'impact des mécanismes pratiques de rémunération des services environnementaux;
- établissement de rapports techniques et de documents de synthèse précisant la justification économique de la gestion de l'écosystème dans les hautes terres de l'Afrique de l'Est et de l'Ouest;
- établissement de rapports techniques et de documents de synthèse où seront recensées les possibilités, sur le plan des politiques et des institutions, de renforcement des mécanismes de rémunération des services environnementaux;
- rédaction de fiches de conseils techniques;
- rédaction de manuels de terrain et de formation;
- création d'un site web du PRESA; et
- publication de synthèses des ateliers.

#### **V. Modalités d'exécution**

18. La coordination du PRESA s'effectuera à partir du siège du CIRAF, à Nairobi, et les activités sur le terrain seront exécutées avec les partenaires. Dans le paysage Mont Kenya/fleuve Tana, le PRESA sera intégré au projet pilote de gestion des ressources naturelles dans le secteur est du Mont Kenya et au programme de crédits pour l'eau verte. Dans cette perspective, le CIRAF a discuté du PRESA avec l'ISRIC, avec les chargés de programme de pays concernés au FIDA et avec le Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets.
19. Il est prévu de mettre en place un comité consultatif international, composé de représentants du FIDA, du CIRAF, des paysages couverts par le projet, des organisations nationales point de contact, et des principaux donateurs et

organisations internationales. Le Comité donnera des orientations stratégiques sur la planification, l'exécution et la communication, et assurera le suivi à trois niveaux: i) gestion du projet; ii) performance des dispositions institutionnelles et des partenariats; et iii) résultat et impact.

20. Les coûts associés à la participation du FIDA (rapports d'évaluation, participation aux réunions annuelles ou de supervision) ne seront pas financés sur les ressources provenant du don.
21. Le CIRAF suivra les directives du FIDA en matière d'établissement des rapports, et de S&E. Des critères précis seront déterminés pour chaque produit, et du personnel sera spécialement chargé du suivi des indicateurs associés. Le processus annuel de planification comprendra un plan de S&E.
22. Le CIRAF ouvrira un compte spécial de programme en dollars des États-Unis afin de suivre les dépenses et les décaissements du FIDA. Il incombera au CIRAF de soumettre en temps opportun au FIDA les états financiers annuels vérifiés sur l'utilisation des fonds alloués dans le cadre du don, conformément aux dispositions de l'accord de don.

## VI. Coût et financement indicatifs du programme

23. Le coût total de ce programme est d'environ 1,4 million de USD dont 1 million sera financé par un don du FIDA. Le tableau ci-dessous présente un résumé du budget et du plan de financement.

### Résumé du budget et du plan de financement

(en dollars des États-Unis)

<i>Rubrique</i>	<i>Don du FIDA</i>	<i>CIRAF</i>	<i>Union européenne</i>	<i>Total</i>
Frais de personnel	271 000	56 000	160 000	487 000
Services professionnels	55 000	-	-	55 000
Formation et déplacements opérationnels	126 000	-	-	126 000
Autres dépenses de recherche	83 000	11 000	-	94 000
Évaluation des paysages et prototypes	320 000	-	-	320 000
Biens d'équipement	30 000	-	-	30 000
Sous-total	<b>885 000</b>	<b>67 000</b>	<b>160 000</b>	<b>1 112 000</b>
Administration et frais généraux	115 000	208 000	-	323 000
<b>Total</b>	<b>1 000 000</b>	<b>275 000</b>	<b>160 000</b>	<b>1 435 000</b>

24. Le cofinancement rendra possible l'intervention du PRESA dans sept paysages. Le CIRAF s'est assuré d'un financement provenant de son budget de base et de l'Union européenne. Pour ce qui concerne les activités menées au niveau des paysages, les principaux donateurs sont l'Agence danoise d'assistance au développement international (DANIDA), le FIDA, le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), la Banque mondiale/Fonds pour l'environnement mondial (FEM), et l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID). Le Centre de recherches pour le développement international a fait part de son intérêt pour le cofinancement de thèmes de recherche spécifiques pour l'ensemble des paysages couverts par le projet PRESA. L'USAID et la Banque mondiale ont manifesté leur intérêt pour le cofinancement de certaines des composantes du développement ces capacités.

25. Les organisations partenaires et d'autres donateurs apporteront un financement complémentaire par le biais d'un appui financier à des aspects connexes du PRESA. Les plus importants sont les suivants:
- Fonds mondial pour la nature (WWF) et Care International – avec un financement de la DANIDA, de l'Union européenne, du Ministère du développement international (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord) et du FEM. Le WWF et Care International ont reçu des crédits de la DANIDA pour la première phase de recherche sur la rétribution des services environnementaux en Ouganda et en République-Unie de Tanzanie, et une seconde phase de ce projet a été confirmée. Les financements antérieurs ont servi à appuyer une vaste étude de préévaluation et à jeter les bases de programmes opérationnels de rémunération pour deux des paysages du PRESA – Nguru et Uluguru en République-Unie de Tanzanie, et Kasyoha et Kitomi, dans les hauts plateaux de l'ouest de l'Ouganda;
  - Banque mondiale/FEM – apporte 4,1 millions de USD au Projet de gestion intégrée des écosystèmes dans l'ouest du Kenya, dont 1,6 million de USD au CIRAF. Le Projet – exécuté dans les paysages associés que constituent les bassins des rivières Nyando et Yala – offre une rémunération aux paysans pour la restauration des bassins versants fortement dégradés;
  - La Division du droit environnemental et des conventions du PNUE a accordé au CIRAF un don de 100 000 USD pour une année (et a approuvé un don supplémentaire de 100 000 USD pour une deuxième année) qui servira à une préévaluation des services d'écosystème et du potentiel de rémunération des services environnementaux dans les bassins des rivières Nyando et Yala; et
  - Le CIRAF et la Banque mondiale/FEM ont approuvé un projet d'un montant de 0,3 million de USD destiné à mettre en place un mécanisme de rémunération pour des services de bassin versant pour le mont Aberdare au Kenya. Ce projet a maintenant atteint un stade avancé de développement.

## Logical Framework – Pro-poor Rewards for Environmental Services in Africa

<i>Narrative summary</i>	<i>Measurable indicators</i>	<i>Means of verification</i>	<i>Important assumptions</i>
<b>Goal</b>			
Hundreds of thousands of smallholder farmers and residents living in the highlands of Eastern and Western Africa benefit from fair and effective agreements between stewards and beneficiaries of ecosystem services	Evidence of national policy and institutional change target countries  Systematic engagement in environmental service arrangements by industry groups and public utilities in the four target countries  Income among participating households improved by average of 10 per cent	Government policy and strategy documents  Interviews with private firms and industry groups in the four target countries  Household surveys	Stable political and economic environment in target countries  Availability of funding from IFAD, ICRAF and other partners
<b>Objectives and outputs</b>	<b>Measurable indicators</b>	<b>Means of verification</b>	<b>Important assumptions</b>
Landscape-level engagement.: Foster the development, implementation and assessment of workable environmental service agreements in four core and four associate landscapes in the highlands of Eastern and Western Africa.	L1. Baseline reports for all landscapes  L2. Project teams trained in scoping, negotiation and assessment methods  L3. Technology targeting tool  L4. Prototype RES schemes operational in all core landscapes  L5. Workable reward mechanisms operational in at least 4 landscapes  L6. Monitoring, evaluation and impact assessment of working RES mechanisms	Reports on PRESA website  Tool posted to the website and project monitoring of its use  Reports and training materials published and posted to the website  Reports and example contracts for pilot RES schemes  Formal agreements and group membership lists  Impact assessment report. Refined toolkit of scoping, monitoring and assessment tools Reports and papers posted to the website	Project partners and donors continue to be engaged in project landscapes  Ecosystem stewards and beneficiaries in the project landscapes continue to support environmental service arrangements
Policy and private-sector engagement: catalyse policy support and private-sector participation in environmental service agreements in Guinea, Kenya, Uganda and the United Republic of Tanzania	P1. Technical reports and syntheses clarify business case for ecosystem management  P2. Technical reports and syntheses identify policy and institutional options for enhancing environmental service reward mechanisms C1. Technical advisory notes (TANs) C2. Field and training manuals C3. Informative PRESA website C4. Reports on international workshops	Policy recommendations and stakeholder dialogues Notes disseminated to IFAD projects  Manuals and workshop reports  PRESA website updated monthly  Annual reports, workshop reports Website and annual report  Website, PRESA paper series, annual report  Website and annual report	Policymakers and private-sector stakeholders will be interested in the RES concept and see its relevance to their needs.  An enabling environment (appropriate dissemination strategy, capacity, etc) exists for knowledge and information sharing.
PRESA community of practice:			
L11. Compile an inventory of baseline information, methods and institutions in all landscapes. Identify gaps. L21. Compile toolkit of scoping, negotiation support and prototype payment tools from RUPES, other PES projects, land degradation and poverty studies L22. Conduct training in assessment, negotiation support, and prototype payment tools for project teams	Reports for each site, following a standard format Assessment tools available as reports, computer programs, and data management protocols Reports of group training workshops and individual training	Website and annual report  Website and annual report	Collaborators are forthcoming with information Materials can be readily accessed and compiled in a meaningful way  RUPES staff will be available for training sessions



<i>Narrative summary</i>	<i>Measurable indicators</i>	<i>Means of verification</i>	<i>Important assumptions</i>
L23. Support partners to use assessment and negotiation tools	Annual narrative reports for each site	Website and annual report	Collaborators retain interest and funding
L31. Literature review and interviews establish a portfolio of suitable land use options	Standard information compiled for a number of land use options	Website and annual reports	Sufficient information exists
L32. Develop and refine a tool for targeting promising technologies and land use options	Technology targeting tool	Website and annual reports	Adequate information exists
L41. Studies of farmer preferences for elements of environmental service contracts.	MSc theses and project reports	Website, PRESA paper series and annual reports	The project has sufficient technical expertise
L42. Establish and monitor participants' responses to prototype environmental service contracts	Simple and clear M&E indicators; simple form for monitoring	Website and annual reports	Partners and local groups agree to prototype mechanisms
L51. Engage with public agencies, utilities, private firms and industry groups with interests in ecosystem services in the target landscapes	PRESA site reports	Website and annual reports	Minimum conditions exist for private sector interest
L52. Support collective action and awareness raising among community groups	PRESA site reports	Website and annual report	Partners are effective in mobilizing local collective action
L53. Identify and mobilize changes in institutions or regulations to support RES mechanisms	PRESA site reports	Documented changes in policy	Public agencies see advantages of RES
L54. Support consultations, negotiations and agreements for establishing workable mechanisms	PRESA site reports, minutes of meetings and workshops	Website and annual report	Partners are proficient at supporting negotiations
L61. Monitor and evaluate establishment and implementation of RES mechanisms.	PRESA site reports; working papers	Website and annual report; PRESA working papers	Workable agreements implemented in a minimum number of landscapes
L62. Assess impacts of RES on human well-being and the environment, with focus on well-being of the poor	PRESA working papers.	Website and annual report; PRESA working papers; mid-term review	Working agreements generate measurable impact
P11. Conduct a study of factors motivating and constraining private sector participation in environmental service mechanisms	Country-level reports for all 4 countries; synthesis paper	Website, PRESA paper series, annual technical report	Firms are forthcoming with information.
P12. Work with private sector groups to evaluate the business case for environmental services mechanisms		Website, PRESA paper series, annual technical report	Private firms and groups are willing to engage
P21 Facilitate workshops for exchange of good business practice and policy reform	Workshop summaries		Private firms and industry groups are willing to engage
P22. Make presentations and convene side events in at least 3 international forums	Presentations and conference papers	Website, conference websites, PRESA paper series	Good opportunities emerge
C11. Adapt and disseminate RUPES TANs	Dissemination of RUPES TANs in Africa	RUPES website	Partners agree that RUPES experience is relevant
C12. Develop and disseminate PRESA TANs	PRESA TANs following ICRAF research brief format	ICRAF website, PRESA website	PRESA generates a sufficient number of insights
C21. Identify best practices from existing RES schemes	Synthesis paper	PRESA paper series	PRESA generates a sufficient number of technical insights
C22. Develop field and training manuals on key topics	Field and training manuals on 2-5 topics	PRESA website and website	Field and training manuals judged to be appropriate
C23. Provide responsive advisory services to project developers and researchers	Trip reports	Annual report	Project developers and researchers are willing to share costs
C31 Establish and periodically update a PRESA website building upon RUPES and CRES websites	Updates to PRESA website	PRESA website	Website judged to be an appropriate investment
C4. Organize at least one national and a final project workshop in conjunction with annual meetings of Katoomba Group Africa	Documents and presentations at four country workshops and synthesis workshop	PRESA website, PRESA papers series, book or special issue of a journal.	The Katoomba Group for Africa continues to be active

## **Institut international de recherche sur les cultures des zones tropicales semi-arides (ICRISAT): programme de mise en valeur du potentiel des légumineuses à grains: autonomisation sur le plan économique et maîtrise des savoirs pour les paysans pauvres pratiquant une agriculture pluviale en Asie**

### **I. Contexte**

1. Une opération antérieure financée par un don du FIDA, le Programme d'amélioration participative des légumineuses dans les zones de culture pluviale en Asie, avait été lancée en 2002, et concernait quatre pays d'Asie – Chine, Inde, Népal et Viet Nam. Le programme avait pour objectif d'ensemble d'améliorer le bien-être des populations rurales pauvres en Asie par le biais d'augmentations durables de la productivité agricole, rendues possibles par une introduction accrue des légumineuses à grains dans les systèmes de culture. D'importantes réalisations sont à porter au crédit du programme dans tous les pays partenaires. La sélection variétale participative en a constitué l'aspect le plus réussi, suscitant un intérêt considérable et des réactions favorables de la part des communautés paysannes, des chercheurs, des agents de vulgarisation et des autorités locales. Les paysans ont participé aussi bien à la détermination des caractéristiques souhaitables qu'à la sélection, sur l'exploitation, des variétés préférées. Des progrès sensibles ont été réalisés en matière de validation et d'affinage d'un certain nombre de techniques qui se trouvaient à un stade avancé de développement grâce aux recherches conduites par l'ICRISAT et/ou les NARES.
2. Le programme a aussi parfaitement réussi à autonomiser les paysans et à leur faire découvrir des pratiques agricoles améliorées. Certains des résultats atteints n'ont toutefois pas été les mêmes dans tous les pays partenaires ou à l'intérieur d'un même pays, variant selon la situation socioéconomique des paysans et la durée de leur participation aux activités du programme. Le programme a établi de solides liaisons avec les projets d'investissement du FIDA en Inde (Programme de développement tribal dans les États de Jharkhand et Chhattisgarh et au Viet Nam (Projet de diversification des revenus ruraux dans la province de Tuyen Quang).
3. Une évaluation des activités du programme en Inde et au Viet Nam, réalisée en septembre-octobre 2006, a été concentrée sur quatre aspects de l'impact: pertinence, impact sur les bénéficiaires, changements institutionnels induits et durabilité de l'impact. Recommandant une phase de suivi, l'évaluateur indépendant a relevé plusieurs facteurs qui ont contribué au succès du programme, parmi lesquels les plus importants sont: la qualité du personnel; la mise à disposition de technologies, au niveau local, par l'intermédiaire des réseaux GCRAI-système national de recherche agricole (NARS); l'interfécondation des idées; et le nombre et la diversité des partenaires (permettant de profiter d'avantages comparatifs se complétant mutuellement).
4. Le programme proposé prendra appui sur les réalisations du précédent programme du FIDA, sur les conclusions de la mission d'évaluation et sur les observations et suggestions des directeurs des projets d'investissement du FIDA en Inde et au Viet Nam, et sur celles des paysans, à chaque fois que cela sera possible.

## II. Justification et pertinence pour le FIDA

5. Les légumineuses à grains occupent une place importante parmi les moyens de subsistance des populations des pays d'Asie. De nombreuses personnes sont végétariennes, et ces légumineuses couvrent une large part de leurs besoins en protéines alimentaires. Les paysans produisent par conséquent une large gamme de légumineuses à grains destinées à la consommation du ménage, une partie étant commercialisée et constituant une source de revenu monétaire. En Asie, une grande partie des producteurs de légumineuses à grains sont de petits paysans dont la jouissance de la terre est incertaine. Compte tenu du risque de dépossession, ils sont réticents à tenter d'améliorer la fertilité du sol par l'application d'intrants achetés, comme la chaux ou les engrais. La culture de légumineuses à grains qui contribuent à la fertilité du sol peut constituer un moyen indirect d'améliorer la fertilité et la productivité, et l'inclusion de ces légumineuses dans un assolement est souvent bénéfique aux autres cultures entrant dans cet assolement. Il arrive que les ruraux pauvres présentent des carences protéiques graves parce qu'ils ne sont pas en mesure d'obtenir suffisamment de protéines pour équilibrer leur régime alimentaire. Le programme proposé cherchera à répondre au besoin d'augmenter et de diversifier la production, et renforcera aussi les communautés locales et leur capacité de collaborer avec les agents des services de recherche et de vulgarisation en vue de la mise au point de nouvelles variétés à plus haut rendement et de meilleurs systèmes de production de légumineuses à grains. Il est par conséquent conforme aux objectifs stratégiques du FIDA.

## III. Le programme proposé

6. Les activités proposées découlent des recommandations de la mission d'examen et des suggestions de partenaires, parmi lesquels les directeurs des projets appuyés par le FIDA en Inde et au Viet Nam. Le programme concernant le Népal a été discuté avec les représentants du NARES.
7. **Groupe cible.** Le programme ciblera principalement les petits paysans pauvres qui cultivent déjà des légumineuses à grains et ceux qui pourraient suivre leur exemple. Il bénéficiera aussi, par ses activités agricoles, aux ménages ruraux et aux ruraux pauvres en général. Travaillant en collaboration avec des projets de développement financés par des prêts du FIDA, le programme tirera parti de tout ciblage antérieur des pauvres et des femmes afin de garantir que ces deux catégories soient les principales bénéficiaires des activités du programme.
8. **But.** Le but d'ensemble du programme est d'améliorer le bien-être des populations rurales pauvres d'Asie par le biais d'augmentations durables de la productivité agricole, rendues possibles par une introduction accrue des légumineuses à grains dans les systèmes de culture.
9. Les objectifs spécifiques du programme sont les suivants:
  - consolider et accroître et étendre l'échelle des gains réalisés dans le cadre du précédent programme du FIDA, en apportant aux résultats des recherches participatives des paysans les adaptations nécessaires pour leur application à de nouveaux domaines, en particulier les projets de développement financés par le FIDA;
  - développer les systèmes de production, de stockage et de distribution des semences afin que les petits paysans et les paysans marginaux soient autosuffisants et puissent satisfaire à leurs propres besoins en semences;
  - promouvoir les filières commerciales en amont et en aval, et la recherche d'une valeur ajoutée au niveau local;

- faire largement connaître aux paysans, ainsi qu'aux agents des services de recherche et de vulgarisation, l'approche reposant sur la capacité de participation des agriculteurs à la recherche et la vulgarisation (FPRE), et en évaluer l'impact institutionnel; et
  - évaluer l'impact des variétés préférées des paysans et des techniques de gestion intégrée des cultures de légumineuses à grains dans un système de production pluviale sur la situation socioéconomique des paysans au regard d'une augmentation durable de la productivité, de la sécurité alimentaire et nutritionnelle et d'une amélioration du bien-être.
10. Outre l'accroissement et l'extension de l'échelle des techniques relatives aux variétés préférées des paysans et aux techniques de gestion intégrée, le nouveau programme mettra l'accent sur les mécanismes et les approches susceptibles de contribuer à la préservation des gains déjà réalisés.
11. Les activités clés réalisées dans le cadre du programme seront les suivantes:
- adoption par les paysans de variétés spécifiques préférées de diverses légumineuses à grains et de techniques de gestion intégrée des cultures correspondant à leur situation socioéconomique, débouchant sur une productivité accrue des légumineuses à grains et une stabilité des systèmes de culture pluviale;
  - établissement au niveau local de systèmes semenciers autonomes à base communautaire pour répondre à la demande accrue de semences des variétés préférées des paysans; sensibilisation des agences semencières du secteur public afin qu'elles adoptent les variétés préférées des paysans dans leurs programmes de production de semences; et prise des dispositions institutionnelles en vue de la production de semences d'obtenteur pour soutenir la filière de production des semences;
  - incitations offertes aux groupes d'entraide et d'intérêt commun afin qu'ils entreprennent des activités visant à ajouter de la valeur et à produire des pesticides biologiques/botaniques au niveau local; et établissement de filières commerciales en amont et en aval pour commercialiser des produits à valeur ajoutée et veiller à ce que les intrants requis soient disponibles;
  - formation des paysans, des ONG et des responsables de la vulgarisation portant sur les techniques intégrées de production des légumineuses à grains, et création de leurs groupes de plaidoyer en faveur d'une plus grande diffusion de ces techniques;
  - recueil et diffusion d'informations concernant l'impact sur la capacité institutionnelle en matière de recherche et vulgarisation participatives, sur la productivité au niveau de l'exploitation, et sur les savoirs, la sensibilisation et les moyens de subsistance des paysans;
  - encouragement à l'intégration des activités en matière de recherche et vulgarisation participatives, par le biais de concertations sur les politiques publiques et d'un renforcement des capacités des NARES.

#### **IV. Résultats et avantages escomptés**

12. **Consolidation, accroissement et extension de l'échelle des gains réalisés dans le cadre du précédent programme.** Le programme d'amélioration participative des légumineuses à grains dans les zones de culture pluviales d'Asie passera à une plus grande échelle sur les sites existants et sera étendu à d'autres zones présentant des caractéristiques agroclimatiques semblables. Cette évolution sera appuyée au niveau institutionnel et local par la production des semences nécessaires. Sur les nouveaux sites du programme, les paysans recevront un ensemble de variétés choisies sur la base des caractéristiques préférées, qu'ils

évalueront et parmi lesquelles ils choisiront celles qu'ils préféreront. De même, un ensemble intégré de composantes technologiques préférées par les paysans sera adapté aux besoins spécifiques de chaque site et aux priorités des systèmes de production importants pour les petits paysans et les paysans marginaux. Dans les zones indigènes où l'agriculture émerge à peine de son stade traditionnel (système de semis à la volée et récolte), les différentes composantes technologiques continueront de bénéficier d'une priorité jusqu'à ce que les paysans soient disposés à accepter et adopter l'ensemble complet. Une approche holistique, interdisciplinaire et faisant intervenir plusieurs partenaires sera adoptée pour le passage à une plus grande échelle et pour l'adaptation des technologies, en mettant l'accent sur les questions relatives à la durabilité et à la stabilité des systèmes de production en conditions pluviales.

13. **Diffusion de la technologie.** Divers partenaires, et notamment des paysans modèles, seront appelés à participer à la diffusion des technologies validées préférées des paysans et dont l'impact potentiel est le plus fort. Pour accélérer la diffusion des technologies, on élaborera une stratégie de vulgarisation de paysan à paysan et un plan de mise en œuvre faisant appel, comme personnes ressources, à des paysans déjà formés dans le cadre du précédent programme. Les organisations et associations paysannes, les groupes d'entraide, les groupes d'intérêt commun et le secteur privé participeront, le cas échéant, aux activités de diffusion de la technologie et seront encouragés à se transformer en groupes de plaidoyer. Les liaisons avec les responsables des services de vulgarisation et le personnel des ministères de l'agriculture seront renforcées. Il sera fait largement usage de supports électroniques et imprimés, et d'une documentation facile à comprendre par les paysans.
14. **Systèmes semenciers.** Une stratégie et un plan d'action holistiques ayant pour objectif une meilleure disponibilité des semences des variétés préférées des paysans seront élaborés et mis en œuvre. Les secteurs semenciers formel et informel entreront en jeu afin que les petits paysans et les paysans marginaux soient autosuffisants et puissent satisfaire à leurs propres besoins en semences de leurs variétés préférées. Les groupes d'entraide et les jeunes locaux seront incités à entreprendre, à l'échelon local, des activités à base communautaire de production, de stockage, de distribution et de commercialisation de semences. Les ONG et les agences de production de semences du secteur privé seront encouragées à participer aux activités de production et de distribution de semences de variétés préférées des paysans. Les agences de production de semences du secteur public seront encouragées à participer à la production de semences, ainsi qu'à l'achat et la distribution des variétés préférées des paysans, même si elles ne sont pas officiellement mises en circulation. Des contacts seront pris avec les autorités nationales et locales en vue d'obtenir la reconnaissance des variétés préférées des paysans en dehors du système officiel d'évaluation et de mise en circulation des variétés. Les groupes d'entraide, les ONG, les paysans et les négociants locaux seront formés aux pratiques de production, de traitement et de stockage des semences. Le modèle qui aura réussi sera reproduit sur d'autres sites. On renforcera les dispositions institutionnelles concernant la production de semences d'obtenteur pour appuyer les filières formelles et informelles de production de semences.
15. **Valeur ajoutée et filières commerciales.** Les groupes d'entraide seront incités à créer des entreprises locales comme des mini-moulins pour la transformation des légumineuses qui entreront dans la préparation du *Dal*, des huileries et des entreprises de préparation de produits alimentaires divers, pour ajouter, à l'échelon local, de la valeur aux légumineuses. On encouragera la création d'unités de production de pesticides biologiques/botaniques de qualité afin de garantir que ces produits soient disponibles en temps opportun pour une utilisation, rentable et respectueuse de l'environnement, dans la gestion des ravageurs et des maladies.

Les groupes d'entraide bénéficieront de la formation professionnelle dont ils auront besoin pour gérer et exploiter ces entreprises. Les liaisons entre les groupes d'entraide et les négociants opérant sur les marchés voisins seront facilitées en vue de la commercialisation de produits à valeur ajoutée et de la simplification de l'approvisionnement en intrants. Les dispositions en matière de microfinancement et de microcrédit seront aussi simplifiées. Ces entreprises contribueront à la création d'emplois locaux pour les jeunes ruraux; elles réduiront aussi le coût de la transformation, au bénéfice des consommateurs.

16. **Intégration de l'approche FPRE dans les NARES et évaluation de son impact.** Tant le programme proposé que les projets appuyés par le FIDA avec lesquels il collaborera chercheront en priorité à: influencer sur les politiques de recherche et développement et sur les habitudes institutionnelles ancrées des partenaires nationaux en vue d'intégrer les approches FPRE; exercer un effet de levier visant à augmenter les financements aux activités de recherche favorables aux pauvres couvrant les légumineuses à grains; et porter une attention accrue aux besoins des organisations partenaires en termes de développement des capacités humaines. Ces objectifs seront atteints par une concertation sur les politiques, des ateliers de formation et des publications appropriées. On procédera à une évaluation de l'impact de l'approche FPRE sur les politiques menées par les autorités nationales et locales.
17. **Impact des technologies préférées des paysans dans la culture des légumineuses à grains.** On évaluera l'impact des activités de diffusion de la recherche et de la technologie sur la productivité des systèmes de culture pluviale et sur le bien-être des paysans. Les bénéfices techniques et socioéconomiques de l'introduction des légumineuses à grains sur la productivité des systèmes seront aussi évalués et documentés. Une recherche socioéconomique sera entreprise afin d'évaluer les coûts et les avantages de diverses solutions reposant sur des produits de base et de faciliter la prise de décisions en toute connaissance de cause par les paysans.
18. **Maîtrise des savoirs.** Des stages périodiques de formation sur les technologies intégrées de production des légumineuses à grains et sur l'approche FPRE seront organisés à l'intention du personnel de terrain des partenaires du programme, des responsables de la vulgarisation et des paysans. Les enfants inscrits dans les écoles de village seront également sensibilisés à ces technologies.

## V. Modalités d'exécution

19. L'ICRISAT sera le bénéficiaire du don et sera chargé de l'exécution du programme conformément à l'accord de prêt avec le FIDA. Le programme proposé sera coordonné par un fonctionnaire de l'ICRISAT désigné à cet effet et exécuté par une coalition de partenaires parmi lesquels du personnel de projets choisis financés par le FIDA. Pour ce qui concerne la collaboration et la participation d'autres agences, l'ICRISAT intervient en partenariat, et on trouve parmi ces partenaires des institutions nationales et provinciales (en Inde, par exemple, les universités agricoles et les Ministères de l'agriculture des États), des ONG, des membres de la société civile et des paysans. Les relations sont généralement établies avec l'agence nationale de recherche et développement de chaque pays et sont officialisées par des Mémoires d'accord précisant la portée, les mécanismes, les rôles, les responsabilités et les obligations de chaque organisation. Les mémoires d'accord seront reconduits ou agréés en fonction des besoins pour l'exécution du programme proposé. Un comité directeur, composé d'un représentant de haut niveau de chacun des pays partenaires et des projets partenaires financés par le FIDA et d'un ou de plusieurs représentants du FIDA, sera chargé de l'orientation générale de l'exécution du projet. Les fonds provenant du don demandé ne seront pas utilisés pour financer la participation de personnel du FIDA.

20. **Modalités de suivi et évaluation (S&E) et d'établissement des rapports.**  
Des systèmes primaires de S&E seront élaborés par les agents d'exécution désignés, suivant les directives de l'ICRISAT et du FIDA. Chacun des partenaires soumettra à l'ICRISAT un rapport annuel d'exécution du programme et un rapport annuel d'avancement. L'Institut sera chargé du suivi d'ensemble de l'exécution du programme et de son avancement, et de l'établissement des rapports financiers, techniques et d'avancement. Le comité directeur se réunira chaque année pour suivre l'avancement du programme et approuver le plan de travail de l'année suivante pour chacun des sites, ainsi que le plan de travail et budget global à l'appui des demandes de retrait présentées au FIDA. Le programme sera supervisé par la Division consultative technique et la Division Asie et Pacifique, par le biais de leur participation aux travaux du comité directeur ou de visites supplémentaires, sans incidences financières pour le don.

## VI. Coût et financement indicatifs du programme

21. Le coût total du programme est estimé à 2,4 millions de USD, dont une partie (1,4 million de USD) sera financée par un don du FIDA. Le solde sera financé par l'ICRISAT et les institutions partenaires, sous la forme de contributions en nature. Le don du FIDA sera utilisé, à concurrence de 44%, pour financer des contrats de recherche confiés en sous-traitance à des institutions partenaires ainsi que l'acquisition d'équipement et de fournitures en rapport avec la recherche, et à concurrence de 18% pour les dépenses de personnel. Il n'y aura pas de double emploi entre les dépenses financées grâce au don et les fonds des projets financés par des prêts du FIDA. Les rôles, les responsabilités et les modalités de financement respectifs du programme financé par le don et des projets de prêts seront clairement énoncés dans les accords entre l'ICRISAT et les unités de gestion de programme.

Tableau 1  
**Résumé du budget et du plan de financement**  
(en dollars des États-Unis)

<i>Rubrique</i>	<i>Don du FIDA</i>	<i>ICRISAT<sup>a</sup></i>	<i>NARES<sup>a</sup></i>	<i>Total</i>
Personnel	250 000	208 000	140 000	598 000
Recherche - Fournitures	147 000	80 000	48 000	275 000
Voyages	100 000			100 000
Recherche – Équipement et installations	70 000	160 000	120 000	350 000
Formation, suivi et réunions	230 000	32 000	12 000	274 000
Recherche – Sous-Contrats	400 000			400 000
Frais administratifs généraux	203 000	120 000	80 000	403 000
<b>Total</b>	<b>1 400 000</b>	<b>600 000</b>	<b>400 000</b>	<b>2 400 000</b>

<sup>a</sup> Contributions en nature.

## Logical Framework – Harnessing the True Potential of Legumes: Economic and Knowledge Empowerment of Poor Farmers in Rainfed Areas in Asia

<i>Hierarchy of objectives</i>	<i>Objectively Verifiable Indicators</i>	<i>Means of Verification</i>	<i>Assumption</i>
<b>Goal</b>			
Improved well being of the rural poor engaged in rainfed agriculture in Asia	Increased net returns, assets and savings from agriculture Enhanced opportunities for income generation and rural employment Improved food security, nutrition and diversity of diet of rural poor Increased crop diversity and sustainability of productivity of rain fed cropping systems Increased availability of protein rich fodder for livestock	Within project: baseline data on income and returns, nutrition and diet, crop and livestock productivity and rural employment and enterprises, impact assessment and monitoring reports, post project evaluation report	Agriculture remains a significant player in national economy Government policies and world trade scenario favour small and marginal farmers Climatic conditions remain farmer-friendly
<b>Overall objective</b>			
Sustained gains in agricultural productivity based on wider adoption of grain legumes and their improved production technologies in rainfed cropping systems in India, Nepal and Viet Nam	40-60 per cent farmers in project and nearby areas adopt project identified technologies Increase in legume area by 15-20 per cent and in productivity by 20-30 per cent Improved productivity and stability of the rainfed cropping systems	Project progress reports, impact monitoring and assessment reports, production and area statistics of the districts, records of market arrivals of legumes Soil analysis (chemical and physical) data in the long term	Legume prices remain remunerative to farmers Legumes receive greater government support through favourable policies and credit support Climatic conditions remain farmer friendly
<b>Specific objectives</b>			
1. To consolidate and up- and out-scale gains achieved in previous project ICRISAT with required fine-tuning of research outputs for new areas particularly under the IFAD investment projects	40-60 per cent farmers in project and nearby areas adopt project identified technologies Increase in legume area by 15-20 per cent and in productivity by 20-30 per cent	Project progress reports, impact monitoring and assessment reports	Farmers continue to maintain their enthusiastic participation in the project IFAD investment projects provide local and logistics support
2. To develop seed production, storage and distribution systems to make small and marginal farmers self-reliant and self-sufficient in seed requirements	At least one seed production, storage and distribution unit for cluster of 3-4 villages established 40-60 per cent of area planted to farmer-preferred improved legume varieties	Project progress reports, impact monitoring and assessment reports	Government encourages and supports informal seed sector and helps create required infrastructure
3. To promote forward and backward market linkages and value addition at the local level	At least one self-help group in a cluster of 3-4 villages promoted to start local legume enterprises Increased local employment and income generation opportunities	Project progress reports, impact monitoring and assessment reports	Legume prices remain competitive vis-à-vis other commodities  Micro-credit facilities are available
4. To popularize FPPE approach among NARS, extension officials and farmers and assess its institutional impact.	One formal training course organized once a year in each country Meeting with policy makers at the local/provincial/national level held at the beginning of the project in each country	Project progress reports, impact monitoring and assessment reports	NARS policy makers value FPPE approach
5. To assess impact of FPVs and ICM of legumes in rainfed production systems on socio-economic conditions of the farmers vis-	Baseline data on income and returns, nutrition and diet, crop and livestock productivity and rural employment and enterprises collected	Project progress reports, impact monitoring and assessment reports	Legume prices remain competitive vis-à-vis other commodities



<i>Hierarchy of objectives</i>	<i>Objectively Verifiable Indicators</i>	<i>Means of Verification</i>	<i>Assumption</i>
à-vis sustainable increased productivity, food and nutritional security and improved well being.	Impact assessed on selected farm families at each location through economic analysis of technologies and household surveys		
<b>Outputs</b>			
1. Location specific FPVs of various legume crops and ICM technologies suiting to their socio-economic conditions adopted by the rain fed farmers leading to increased legume productivity and stability of the cropping systems	40-60 per cent farmers adopt FPVs and ICM technologies in project and nearby areas  20-30 per cent increase in productivity and 15-20 per cent increase in area of legumes under rainfed cropping systems	Project progress reports, impact monitoring and assessment reports  Area and production statistics of the district	Legume prices remain competitive vis-à-vis other commodities  Climatic conditions remain farmer friendly
2. Self-sustained community based seed systems at local level established to meet increasing seed demand of FPVs, public sector seed agencies sensitized to adopt FPVs in their seed production programmes and institutional arrangements strengthened for breeder seed production to sustain seed production chain	40-60 per cent project and nearby areas under legumes covered by FPVs  At least one public-sector seed producing agency in each state includes FPVs in its seed production programme  ICRISAT and SAUs produce breeder seed of FPVs	Project progress reports, impact monitoring and assessment reports  Seed production records of public-sector seed producing seed agencies  Breeder seed production records of ICRISAT and SAUs	Government encourages and supports informal seed sector and facilitates required infrastructure development
3. Self-help and common interest groups promoted to undertake value addition and production of biopesticides/botanicals at the local level and farmer-market linkages established for marketing value added products and ensuring supply of required inputs	Physical presence of operational local enterprise at least one each dealing with biopesticides/botanicals production and input supply and value addition in legumes	Project progress reports, impact monitoring and assessment reports	Legume prices remain competitive vis-à-vis other commodities  Microcredit facilities are available
4. Farmers and extension officials trained in integrated legume production technologies and their advocacy groups created for further spread of technologies	One formal training course organized once a year in each country At least one farmer field day organized at each location in each cropping season Farmer-friendly literature on FPVs and ICM published in local languages At least one farmer-scientist interaction meeting held at each location in each cropping season	Project progress reports, impact monitoring and assessment reports	None
5. Impact on institutional capacity in FPRE, farm level productivity and knowledge, awareness and livelihoods of the farmers documented and publicized	State/local governments/institutions adopt FPRE as one of the approaches in their programme 40-60 per cent farmers adopt FPVs and ICM and realize 20-30 per cent increase in legume productivity in rainfed cropping systems	Project progress reports, impact monitoring and assessment reports  Farmer friendly literature and public awareness materials	NARS policy makers value FPRE approach
<b>Key Activities</b>			
1. Consolidation and out- and up-scaling of gains	20-30 per cent increase in legume productivity in rainfed cropping systems	Project progress reports, impact monitoring and assessment reports	Legumes receive greater government support through favourable policies and credit support
a. Technology dissemination	40-60 per cent farmers in project areas and nearby areas adopt FPVs and ICM		Legume prices remain competitive vis-à-vis other commodities

<i>Hierarchy of objectives</i>	<i>Objectively Verifiable Indicators</i>	<i>Means of Verification</i>	<i>Assumption</i>
b. Microfinancing/microcredit for purchase of inputs	Microfinancing for inputs arranged		
2. Seed systems	At least one self-help or common interest group established in a cluster of 2-3 villages to take up informal seed production programme		
	FPVs cover 40-60 per cent legume area in project and nearby areas		
	At least one public sector seed producing agency in each state includes FPVs in its seed production programme		
	ICRISAT and SAUs produce breeder seed of FPVs		
3. Value addition and linkages with market	Physical presence of operational local enterprise at least one each dealing with bio-pesticides/botanicals production and input supply and value addition in legumes		
4. Main streaming FPRE in NARS and its impact	One formal training course on FPRE approaches organized in each country Meeting with policymakers at the local/provincial/national level held at the beginning of the project in each country Policymakers invited to field days and farmer-scientist interaction meetings		
5. Impact of farmer preferred legume technologies	40-60 per cent farmers adopt FPVs and ICM and realize 20-30 per cent increase in legume productivity in rainfed cropping systems	Project progress reports, impact, monitoring and assessment reports, production and area statistics of the districts, records of market arrivals of legumes	Legume prices remain competitive vis-à-vis other commodities Climatic conditions remain farmer friendly
	Improved productivity and stability of the rainfed cropping systems	Soil analysis (chemical and physical) data in the long term	
6. Knowledge empowerment of farmers and other stakeholders	One formal training course organized once a year in each country At least one farmers field day organized at each location in each cropping season At least one farmer-scientist interaction held at each location in each cropping season One ITC-enabled learning center established at selected IFAD investment project location	Project progress reports, impact monitoring and assessment reports Farmer-friendly literature and public awareness materials	Farmers continue to maintain their enthusiastic participation in the project

## **Institut international de recherches sur le riz (IRRI): programme visant à réduire la pauvreté rurale par l'amélioration de la riziculture en Afrique orientale et australe**

### **I. Contexte**

1. L'amélioration de la riziculture pourrait contribuer à faire reculer sensiblement la pauvreté rurale dans la région Afrique orientale et australe, où plus d'un demi-million de riziculteurs pauvres parviendraient à faire progresser leurs conditions de vie en pratiquant une culture commerciale et en vendant leur riz sur les marchés urbains locaux. Une augmentation de la production rizicole locale d'environ une tonne à l'hectare permettrait de réduire sensiblement les besoins d'importation de ce produit mais il faudrait pour cela accroître le rendement des cultures et améliorer la qualité du riz.
2. En Afrique orientale et australe:
  - La plupart des paysans pauvres cultivent moins d'un hectare. Bien souvent, le régime des pluies est irrégulier et les paysans doivent fréquemment se tourner vers des activités extra-agricoles pour se procurer l'argent nécessaire pour faire face à leur déficit en produits alimentaires.
  - Dans une grande partie de la région, la consommation de riz a doublé. Ainsi, en République-Unie de Tanzanie, elle est passée de 17 kg par personne et par an dans les années 70 à environ 40 kg en 2003.
  - Plus de 500 000 tonnes de riz sont importées chaque année pour un coût en devises dépassant les 100 millions de USD.
3. La production agricole se heurte à certaines contraintes et, notamment, au manque d'intrants tels que variétés améliorées, engrais et, dans certaines zones, main-d'œuvre. Parmi les autres problèmes figurent les pertes élevées après récolte et les difficultés à avoir accès aux débouchés. Il y a différents moyens de résoudre ces problèmes mais, si l'on veut atteindre les cibles fixées en matière d'augmentation de la production, il faut adopter une approche intégrée faisant appel à toute une gamme de techniques de production et de transformation. Pour réussir, il faut que les agriculteurs soient reliés aux marchés locaux et régionaux tant pour les intrants que pour la vente de leurs produits. C'est sur la solution de ces problèmes qu'est axé le programme proposé.
4. L'IRRI et le Centre du riz pour l'Afrique (ADRAO) peuvent se targuer tous deux de plus de 80 ans d'expérience de recherche-développement en riziculture, domaine dans lequel ils travaillent avec des paysans pauvres dans des environnements précaires en Asie et en Afrique. Les techniques de l'IRRI ont permis de mettre en route la révolution verte en Asie, qui a contribué à doubler la production rizicole et, partant, d'assurer la sécurité alimentaire dans de nombreux pays. Dans le même temps, l'IRRI a mis au point de nouvelles variétés de riz et des techniques applicables pendant et après la production et a développé les capacités humaines dans le secteur de la recherche-développement en riziculture. De même, l'ADRAO a contribué à développer et à étendre la riziculture dans des zones de hautes et de basses terres en Afrique de l'Ouest et du Centre, où elle a formé des chercheurs spécialisés en riziculture. Récemment, l'ADRAO a mis au point une série de nouvelles variétés de riz appelées NERICA (nouveau riz pour l'Afrique). Même si la révolution verte n'a pas touché l'Afrique, l'IRRI et l'ADRAO sont aujourd'hui tous deux bien placés pour aider à accroître les revenus et assurer la sécurité

alimentaire des ruraux pauvres dans la région en tirant parti de l'expérience acquise en matière de production et de techniques rizicoles en Asie et en Afrique.

## II. Justification et pertinence pour le FIDA

5. Le riz est une denrée dont l'importance ne cesse de croître en Afrique orientale et australe, et l'importation de riz en provenance d'Asie coûte très cher en devises. Des milliers de petits paysans se consacrent à la riziculture, mais ils dépendent pour la plupart d'une pluviométrie de moins en moins fiable et ne disposent pas de réseaux d'irrigation. La production est donc faible et le risque de pertes par suite de sécheresse élevé. Or, si l'IRRI et l'ADRAO parviennent à mettre au point des variétés plus résistantes à la sécheresse qui correspondent aux préférences des consommateurs, profitant des possibilités de commercialisation nouvellement créées, bon nombre de petits paysans pauvres verront s'améliorer leurs moyens de subsistance. L'IRRI et l'ADRAO ont élaboré ensemble une proposition qui pourrait avoir des retombées positives dans la région sur les moyens d'existence – non seulement ceux des riziculteurs et consommateurs de riz pauvres, mais aussi ceux des négociants et des pauvres qui travaillent sur les marchés des intrants et extrants de ce produit. Les pays concernés en bénéficieront eux aussi en économisant des devises qui pourraient alors être consacrées, par exemple, au développement des infrastructures rurales, notamment routières et d'approvisionnement en eau, toutes deux indispensables à l'amélioration du sous-secteur de la riziculture.

## III. Le programme proposé

6. Les activités destinées à développer les compétences locales et à mettre au point de nouvelles variétés de riz, à améliorer les méthodes de culture et à résoudre les problèmes de marché (intrants et produits) permettront de relever le défi de la pérennité de la riziculture. La recherche-développement et les activités de vulgarisation au niveau des exploitations, conjuguées à l'amélioration des capacités des chercheurs, techniciens et conseillers locaux en riziculture (y compris le secteur privé), seront axées sur les priorités locales.
7. **Groupe cible.** Le programme aura pour bénéficiaires les paysans pauvres (en particulier les femmes agricultrices, nombreuses dans la région) de sept pays d'Afrique orientale et australe – le Burundi, le Kenya, le Malawi, le Mozambique, l'Ouganda, la République-Unie de Tanzanie et le Rwanda – grâce à une amélioration du rendement de la riziculture et de la qualité des grains. Ces pays ont été retenus en raison de l'importance locale du riz et de la nécessité d'améliorer les moyens d'existence des ruraux pauvres. Plus de 85% des personnes extrêmement pauvres vivent de l'agriculture dans cette région.
8. **But.** Le but du programme est d'assurer la sécurité alimentaire des paysans les plus pauvres en Afrique orientale et australe et d'améliorer leurs conditions de vie. Son objectif sera de garantir la sécurité alimentaire des ménages et de la région en contribuant à relever les revenus des riziculteurs les plus pauvres par une augmentation de la production pouvant aller jusqu'à 1,0 tonne/ha en cinq ans sur 600 000 ha de terres consacrées à la riziculture. Une telle augmentation représenterait actuellement environ 110 millions de USD par an.

## IV. Résultats et avantages escomptés

9. **Évaluation des divers terroirs rizicoles et de l'information sur les marchés.** Le programme permettra de rassembler, d'analyser et de présenter des informations sur la situation socioéconomique, la production et les marchés pour mieux appréhender les divers aspects de la riziculture dans l'optique de l'entreprise agricole et de la sécurité alimentaire. Ces données seront également utilisées à des fins de suivi et d'évaluation durant le programme. On étudiera d'autre part

l'évolution de la disponibilité des ressources ainsi que les facteurs qui pourraient compromettre la durabilité – y compris les pratiques des agriculteurs. Il faudra pour cela analyser des données physiques, climatiques, biologiques, socioéconomiques, culturelles et institutionnelles, notamment sur l'utilisation et la disponibilité de la main-d'œuvre dans les différents pays, étudier les activités en matière de culture et d'utilisation des terres, et repérer et classer par ordre de priorité les besoins et les possibilités, notamment les demandes des marchés urbains.

10. **Mise au point et expérimentation avec les riziculteurs de variétés à haut rendement présentant des grains de bonne qualité et enrichies en microéléments nutritifs destinées à des écosystèmes de riziculture pluviale de basse terre et de riziculture irriguée.** Après évaluation du matériel génétique des variétés de riz existantes, le programme se consacrera à la mise au point de nouveaux cultivars présentant à la fois une plus grande résistance aux facteurs du milieu biologique (sécheresse et ravageurs) et les caractéristiques qualitatives recherchées. Les travaux de l'ADRAO sur les variétés NERICA se poursuivront dans le cadre de cette activité.
11. **Définition, mise au point et expérimentation de techniques pérennes applicables pendant et après la production pour les fermes semencières et rizicoles.** Outre des problèmes de récolte, de séchage, d'entreposage et d'usinage du riz, le programme s'attaquera aux questions de gestion de l'eau, de nutrition des plantes et de lutte contre les parasites. Pour cela, il sera procédé à des travaux concertés de recherche appliquée sur la gestion des cultures dans des exploitations et des stations de recherche stratégiquement implantées, en vue de définir les pratiques de gestion des cultures les mieux adaptées à différentes régions; une évaluation des techniques qui aideront à mettre au point un programme intégré de gestion des nutriments au niveau des exploitations; et à l'introduction au niveau des exploitations de techniques permettant d'économiser l'eau, comme le nivellement et la mise en boue. Seront également menées sur les exploitations des recherches à partir des variétés NERICA.
12. Le VIH/sida a décimé la main-d'œuvre rurale de la région. Le programme s'attaquera à cette difficulté en développant les capacités locales de mise au point de matériel plus performant pour la riziculture et les activités post-récolte (par exemple, usinage du riz). Des prototypes seront mis au point ou importés, et les fabricants de matériel recevront une formation, notamment dans les secteurs à forte intensité de main-d'œuvre – labour, semis et récolte. Des liens seront établis avec des ONG qui s'occupent de la commercialisation de denrées agricoles africaines, par exemple, TechnoServe.
13. **Renforcement des capacités des principaux chercheurs, techniciens et agents de vulgarisation en riziculture pour faire de la recherche et en appliquer les résultats.** Il faut du personnel convenablement formé pour garantir la pertinence des travaux de recherche effectués, la pérennité des systèmes et la diffusion des techniques parmi les agriculteurs. Pour ce faire, de solides partenariats seront instaurés avec d'autres centres du GCRAI, des instituts de recherche avancée et des universités, des ministères de l'agriculture, des ONG et des fabricants de matériel de riziculture. Des programmes de formation, sanctionnés ou non par un diplôme, seront menés dans le cadre d'un plan de développement de la recherche et des ressources humaines. Des stagiaires originaires de la région suivront des cours de brève durée organisés à l'IRRI, à l'ADRAO ou ailleurs, et des cours spéciaux seront organisés dans les pays. Certains agents originaires de la région recevront une formation de formateur en vue de développer les capacités nationales, provinciales et locales à mener des programmes de formation en riziculture à l'intention des vulgarisateurs/conseillers villageois et des paysans. Des ateliers nationaux et régionaux seront organisés

avec des partenaires de la recherche, de la vulgarisation et du développement. Les résultats des travaux de recherche seront documentés et diffusés par les voies appropriées. Il sera d'autre part créé une banque de savoirs rizicoles pour l'Afrique.

14. **Mise au point et promotion d'un marché pour le riz produit localement.** Il existe un marché pour le riz importé dans les pays visés par le programme, mais, pour le riz produit localement, le marché et la demande sont toutefois sous-développés. Le programme proposé contribuera à mettre en place et à promouvoir un marché pour le riz local (y compris les variétés NERICA) en analysant les préférences des consommateurs dans les pays cibles afin de contribuer à la mise au point et à la sélection des variétés. Des données sur l'accès aux débouchés et sur les prix seront également rassemblées en vue de déterminer le niveau des prix pour divers types de riz offerts sur le marché ainsi que les variations saisonnières. L'information sur le marché sera communiquée aux producteurs et aux consommateurs afin d'aider ceux qui investissent dans la production et la commercialisation du riz. Une aide sera fournie pour encourager la consommation de riz local en organisant des groupes de dégustation, des séances de démonstration de la préparation du riz et des campagnes médiatiques pour faire valoir la qualité du riz produit localement.
15. Les possibilités d'applications locales seront le critère fondamental pour le choix des techniques de démonstration. Sur la base d'une bonne connaissance des systèmes de culture et débouchés existants, des recherches seront faites et l'on déterminera les techniques les mieux adaptées et les plus aptes à se pérenniser. Le changement institutionnel sera garanti par la participation des principaux acteurs à la conception et à l'exécution du programme. La participation de tous les intervenants des différents NARES – ministères de l'agriculture, universités et écoles supérieures d'agronomie – aux activités de recherche et de formation contribueront à renforcer les capacités nationales.

## V. Modalités d'exécution

16. La responsabilité de l'exécution du projet sera confiée à l'IRRI et à l'ADRAO, mais c'est l'IRRI qui sera le bénéficiaire du don et procédera aux contrôles financiers, à la vérification des comptes et à l'établissement des rapports (tant financiers que techniques). Les conditions énoncées dans le mémorandum d'accord existant avec l'ADRAO régiront les modalités de la collaboration avec cette organisation. L'IRRI et l'ADRAO collaboreront avec les NARES des pays pertinents de la région (y compris les entités publiques et privées et celles de la société civile). Des mémorandums d'accord seront signés avec toutes les institutions partenaires pour l'exécution des activités du projet, le décaissement des fonds ainsi que l'enregistrement et la notification des données financières. L'IRRI et l'ADRAO implanteront dans la région une équipe à laquelle ils fourniront une assistance technique et gestionnaire avec des sélectionneurs, des spécialistes de la production, des formateurs et des experts des technologies de l'information et de la communication travaillant au siège des deux organisations. L'IRRI a déjà nommé un agronome au Mozambique. Des membres du personnel des NARES seconderont eux aussi l'équipe IRRI/ADRAO.
17. Le programme visera à tirer parti de l'expérience faite dans le cadre de projets de développement actuellement menés comme le projet pilote de gestion des ressources naturelles dans le secteur est du Mont Kenya et le projet de développement communautaire dans le district de Nyanza Sud, au Kenya, le programme d'appui à l'agriculture au Mozambique, le programme national de services de conseils agricoles en Ouganda et le programme de développement des systèmes de commercialisation des produits agricoles en République-Unie de Tanzanie. Avec la participation des parties prenantes, on répétera les liens à établir avec d'autres entités.

18. Les membres du comité de pilotage (composé de représentants de l'IRRI, de l'ADRAO et des NARES des six pays concernés) rencontreront chaque année des représentants du FIDA dont la participation à ces réunions ne sera pas financée par le don. Des agents travaillant pour des projets de développement financés par le FIDA dans la région seront eux aussi invités. Le comité de pilotage mettra au point des directives pour l'exécution du programme, jouera un rôle directeur dans la définition des priorités de la recherche et de la formation et approuvera les plans de travail et budgets annuels.
19. **Supervision.** Le programme sera supervisé par le FIDA (Division consultative technique et/ou Division Afrique orientale et australe) à l'occasion des réunions annuelles du comité de pilotage du projet et de visites supplémentaires organisées en fonction des besoins. Le Fonds prendra à sa charge les coûts de la supervision, qui ne seront en aucun cas financés par le don.

## VI. Coûts et financement indicatifs du programme

20. Un don du FIDA d'un montant de 1,50 million de USD a été sollicité. Le budget ci-après prend pour hypothèse un démarrage du programme durant le second semestre de 2007 — c'est-à-dire à temps pour la saison des pluies dans certains pays. Les négociations concernant le financement par d'"autres sources" sont quasiment achevées, et la totalité des financements indiqués dans le tableau ci-dessous devraient être assurés d'ici à avril 2007.
21. Les postes budgétaires utilisés dans le tableau ci-dessous correspondent aux systèmes comptables de l'IRRI, ce qui facilitera la vérification des comptes et l'établissement des rapports financiers.

### Résumé du budget et du plan de financement

(en dollars des États-Unis)

<i>Rubriques</i>	<i>Don du FIDA</i>	<i>IRRI</i>	<i>ADRAO</i>	<i>NARES</i>	<i>Autres</i>	<i>Total</i>
Personnel	400 000	534 000	288 000		412 000	1 634 000
Biens d'équipement	60 000					60 000
Fournitures et services	120 000			58 500	41 400	219 900
Déplacements	100 000				26 800	126 800
Formation, conférences, publications	600 000					600 000
Coûts indirects	220 000	112 000	127 000	12 300	100 800	572 100
<b>Total</b>	<b>1 500 000</b>	<b>646 000</b>	<b>415 000</b>	<b>70 800</b>	<b>581 000</b>	<b>3 212 800</b>

## Logical framework – Alleviating Rural Poverty by Improving Rice Production in Eastern and Southern Africa

<i>Narrative summary</i>	<i>Performance indicators</i>	<i>Means of verification</i>	<i>Assumption</i>
<p><b>Goal</b> To improve the food security and living standards of the extreme poor in Eastern and Southern Africa (ESA).</p> <p><b>Purpose</b> To build regional and household food security by raising the income of extremely poor rice farmers in ESA through an increase in rice production by up to 1.0 t ha<sup>-1</sup> across 600,000 ha of existing rice growing areas within 5 years. The present value of this increase will be around US\$110 m year<sup>-1</sup>.</p> <p><b>Outputs</b></p> <p>1. Rice production environments and market information assessed</p> <p>2. Varieties with high yield, good grain quality, and enriched with micro nutrients for rainfed lowland and irrigated ecosystems developed and tested with farmers</p> <p>3. Sustainable production and post-production technologies for both seed and grain farms identified, developed and tested</p> <p>4. Capacity of key rice scientists, technicians, and extension staff strengthened to conduct research and extend findings</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Improvement in food security and living standards in target domain</li> <li>Local rice production satisfying local demand</li> <li>Data base of farming practices and, land use and market requirements</li> <li>High yielding rice varieties with desired grain quality being grown by farmers and available in markets</li> <li>Micronutrient-enriched varieties are available and being grown by farmers</li> <li>Applied crop management research being conducted on research stations and farms</li> <li>Integrated nutrient, pest management and water saving techniques adopted and used on farm</li> <li>Equipment prototypes and designs available and being used at farm level</li> <li>Improved rice milling yields being attained by local millers</li> <li>Partnerships developed with other institutes, universities, national agricultural departments, NGOs and machinery manufacturers</li> <li>Number of MS and PhD degree candidates trained at academic institutions within Africa and overseas</li> <li>Number of participants at IRRI, WARDA and elsewhere and who have conducted effective rice-related training programs</li> <li>Number of scientists who have participated in IRRI and WARDA sponsored scientific activities (conferences, meetings, workshops, etc.)</li> <li>Rice Knowledge Bank for Africa developed</li> <li>Number of local post-production practitioners working within region</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Survey and studies conducted by local and national governments</li> <li>Surveys, impact assessment and project completion report</li> <li>Project reports</li> <li>Farmer survey</li> <li>Market analysis</li> <li>Annual project reports</li> <li>Participatory M &amp; E</li> <li>Availability of equipment blue prints</li> <li>Annual project reports</li> <li>Participatory M &amp; E</li> <li>Conference papers</li> <li>On line African Rice Knowledge Bank</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Increased financial returns to farmers will reduce poverty in the community and improve livelihoods</li> <li>Governments must be committed to achieving rice self-sufficiency</li> <li>The political environment remains conducive to bilateral activity</li> <li>Climatic variability does not unduly affect rice production</li> <li>Active participation of local communities</li> <li>Target farmers and communities are willing to use participatory approaches</li> <li>Genetic material can be transferred to the country</li> <li>Access to inputs by poor farmers</li> <li>Local equipment manufacturers are convinced of the viability of design and production of suitable machinery for rice production and processing</li> <li>National programmes give priority to capacity building. (This has been identified as a regional priority at a meeting in Nairobi in December 2005).</li> </ul>



<i>Narrative summary</i>	<i>Performance indicators</i>	<i>Means of verification</i>	<i>Assumption</i>
5. Capacity of key rice scientists, technicians, and extension staff strengthened to conduct research and extend findings	<ul style="list-style-type: none"> <li>Partnerships developed with other institutes, universities, national agricultural departments, NGOs and machinery manufacturers</li> <li>Number of MS and PhD degree candidates trained at academic institutions within Africa and overseas</li> <li>Number of participants at IRRI, WARDA and elsewhere and who have conducted effective rice-related training programs</li> <li>Number of scientists who have participated in IRRI and WARDA sponsored scientific activities (conferences, meetings, workshops, etc.)</li> <li>Rice Knowledge Bank for Africa developed</li> <li>Number of local post-production practitioners working within region</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Annual project reports</li> <li>Participatory M &amp; E</li> <li>Conference papers</li> <li>On line African Rice Knowledge Bank</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>National programmes give priority to capacity building. (This has been identified as a regional priority at a meeting in Nairobi in December 2005).</li> </ul>
6. A market for domestically produced rice developed and promoted.	<ul style="list-style-type: none"> <li>Market information available to producers and consumers</li> <li>Market acceptance of domestically produced rice.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Annual project reports</li> <li>Market survey</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Quality of locally-produced rice can be raised and is accepted in local markets</li> </ul>